

COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

*«Bretons,
nous sommes
un peuple»*

**Manif à Lorient
le 14 août**



**Cintegabelle,
l'A.R.B. revendique**

Photo L. Blonce



**Beaj ur breizhad yaouank
e Bro Chiapas**

Emgann : Charte Européenne, merci au Conseil Constitutionnel !

EMGANN (mouvement de la gauche indépendantiste) se félicite de l'avis du conseil constitutionnel estimant incompatible la charte européenne des langues avec la constitution française. Cet avis a en effet le mérite de démontrer, s'il en est encore besoin, que l'état français repose sur la négation des peuples et des langues existant sur son territoire.

Pour EMGANN, un changement d'article ne saurait garantir en soi nos droits linguistiques et nationaux. Puisque la France persiste à ne pas reconnaître les Bretons en tant que peuple, il nous revient de nous passer de sa constitution et de nous doter de nos propres institutions en toute indépendance.

Dans l'attente, EMGANN prône l'enseignement obligatoire de la langue bretonne, la création d'une chaîne de télévision et de radio publiques en langue bretonne et l'officialisation de la langue bretonne.

EMGANN

Quand les Ouestitiis se rencontrent

Historique ! Grande première ! Elle est qualifiée la rencontre entre les élus des Conseils Régionaux de la « Région Bretagne » (à quatre départements) et des « Pays de la Loire » qui s'est déroulée le 5 juillet, salle du Triangle à Rennes.

Pour les ordonnateurs de cette grande messe, les présidents Josselin de Rohan et François Fillon, tous deux RPR, il s'agissait officiellement de parler d'une même voix pour mieux se faire entendre dans la compétition européenne et bien sûr, politique française oblige, de reprocher à l'état d'avoir des tentatives recentralisatrices. On a même entendu Fillon bafouiller en breton pour amuser la galerie !



François Fillon et Josselin de Rohan (photo AFP)

Mais l'objectif, d'ailleurs avoué, était d'une autre nature : accréditer la thèse du « Grand Ouest » auprès des élus et à travers eux auprès de la population des 2 « régions » concernées. Cela passe à terme par la création d'un nouvel espace dans lequel la Bretagne sera diluée. A nous tous d'être vigilants et de contrer toutes les initiatives qui tendraient à faire de nous des « Ouestitiis » sans identité nationale ni avenir.

Emgann, Emvas sokialour
evit dieubidigezh vroadel Breizh, BP 71,
22202 Gwengamp,
Pelleter : 02.96.44.09.24.
Nouvelle adresse de notre site internet :
<http://www.maxi-web.net/emgann>

EMGANN, kazetenn EMGANN/Organe du mouvement EMGANN, Renner ar gazetenn/Directeur de la publication : Denez Riou, Responsable de la Rédaction : Hervé ar Belg, Moulter/Imprimeur : Imprimerie Henry Péderreg, Chomlec'h/Adresse : BP 71 - 22202 Gwengamp Cédex, Komant/Abonnement : 150 L. Bep miz/Mensuel CPPAP : N° 65664, ISSN : 0763-5392

Arnodenn an trede klas

Ur skolajadeg rediet d'ober gant ar galleg

Evel bep bloaz, da goulz an arnodennoù e ya skolajidi pe liseidi Diwan da dremen ar breved pe ar vachelouriezh e lec'hioù disheñvel d'o skolaj pe lise. Daoust dezho bezañ heuliet un deskadurezh hollevreonek evit an darn vrasañ anezho, e vezont rediet da dremen kement danvez e galleg, nemet an istor-geografiezh a vefe. Evit an danvez-mañ e vachelouriezh, e le Diwan hag ar rann divyezhek goullenn an aotre digant ar rektordi, bep bloaz...

Dre ma kave da skolajidi 'zo e oa dister plas ar brezhoneg en amodenn dibenn-bloaz en 3de klas, o deus savet ul lizher ar bloaz-mañ, a-benn goullenn an aotre da dremen ar matematik en hor yezh. N'eo ket bet asanet met, koulskoude e felle da lod diskouez e le ar brezhoneg bezañ a live gant ar galleg. Neuz ez int bet devezh an arnodenn da dremen ar matematik e yezh ma oa bet kelennet dezho. Pellgomzet e oa bet gant ar rektordi, da gement rener skolaj e lec'h ma oa skolajidi Diwan o tremen amodennoù, evit reiñ an urzh d'an evezher rediñ anezho d'ober gant ar galleg.

Ur skolajadeg eus Skolaj Diwan Roparz Hemon, a oa o tremen hec'h amodenn matematik e skolaj Camille Vallaux e Releg-Kerhuon, he deus bet kudennoù rak mez'h 'zo eus bet graet dezhi gant an evezherien a-hed an amodenn. Teir gwech 'zo eus bet lavaret dezhi ober gant ar galleg, ha ken faloret e oa an evezheriezh, ken he deus diframmet he follenn digant ar skolajadeg, ha roet unan all dezhi d'ober e galleg.

Skoueriezh-tre eo an darvoud-mañ rak merzout a raer ur wech ouzhpenn na pegen mennet eo ar Stad-C'hall gant he stourm a-enep d'ar yezh, ha dreist-holl er marchoù-mañ o welout emañ talvoudoù ar « Republik » o vont a-dammoù. Dre-se e vez lakaet ar brezhoneg da isyezh e-keñver ar galleg, ha ne c'hoarvezfe ket seurt darvoudoù ma vefe eus ar brezhoneg ur yezh ofisiel. Evit diouzhtu, reiñ skouzell a zo d'ober da gement raktres a zo gantañ evel gwir pal kas hor yezh war-raok, gant un emskiant broadelour.

I. Konan

Attentat à Cintegabelle

L.A.R.B. revendique

Un attentat à l'explosif a endommagé dans la nuit du 17 au 18 juin, la perception de Cintegabelle, chef-lieu de canton de Haute Garonne dont le Conseiller Général n'est autre que Lionel Jospin.

L'action a été revendiquée par un appel anonyme au nom de l'Armée Révolutionnaire Bretonne.

Coincidence ou explication : cet attentat suit de peu l'avis du Conseil Constitutionnel sur la Charte Européenne des langues dites régionales ou minoritaires. On ne peut s'empêcher de faire le rapprochement entre les attentats de Cintegabelle et de Belfort, la ville de Jean-Pierre Chevènement, ministre français de l'Intérieur, en octobre 98.

Depuis Belfort, il s'agit de la 12ème action revendiquée par l'A.R.B. en Bretagne ou en France.

Les fins limiters du SRPJ de Rennes pensaient avoir mis le grappin sur l'auteur de l'attentat en interpellant un militant d'EMGANN, après la découverte d'une cagoule à son domicile. Vérification faite, il s'agissait d'un simple bonnet de motard...



Politikerezh

Election européenne : la Bretagne perdante

Un certain nombre de peuple européens minorisés ont participé aux élections européennes de juin. Il faut signaler que cela ne leur est possible que grâce à un système électoral qui, à l'inverse de celui existant dans l'Etat français, ne confisque pas la démocratie représentative afin d'étouffer toute expression remettant en cause l'organisation impérialiste de l'Etat nation.

Mais quel que soit le système, il est clair qu'aucune liste bretonne n'est aujourd'hui à même de dépasser les scores ridicules régulièrement obtenus. Seul un regroupement des forces progressistes aurait des chances.

En Bretagne

Quoi qu'il en soit, pour ce qui concerne notre pays, la seule chose réconfortante est le score bien inférieur par rapport à la moyenne hexagonale des listes les plus nationales-chauvignes françaises. Ainsi la liste Pascaud-Devillier fait 2,5% de moins, avec quand même 10,82% ; l'extrême droite, borge et goebbels nain confondus, s'effondre avec 4,96% contre 9,05% dans l'hexagone.

A l'inverse, les Verts, eux, obtiennent 11,08% chez nous contre 9,76% pour l'ensemble de l'état français. Il est à noter l'effondrement du PC et au contraire l'émergence de l'extrême gauche trotskiste.

Y a pas à dire, dans parti socialiste français il y a un intrus.

Enfin, il faut tout de même noter que l'abstention a tout de même atteint 51,2%, faisant ainsi relativiser largement le score des différentes listes et prouvant aussi le rejet par la majorité de la population du jeu politique actuel et la non-visibilité de l'organisation européenne.

Chez les autres peuples minorisés

Les Ecossais du SNP ont obtenu 27% (2 élus) et surtout les Gallois du Plaid Cymru avec 30% (2 sièges) ont confirmé leurs bons scores (là aussi à relativiser puisque la participation électorale a été de 25% en Ecosse et de 27% au Pays de Galles).

Dans l'état espagnol, le résultat le plus significatif est celui de la coalition indépendantiste basque Euskal Herriarrak (ex H.B.), qui obtient 19,6%, avec près de 306 000 voix, lui permettant ainsi de retrouver un élu. C'est le meilleur score jamais atteint par les indépendantistes de gauche. Il est à noter que se déroulait en même temps les élections municipales. Galles-ci ont aussi été pour Euskal Herriarrak un franc succès, avec la conquête ou la reconquête de nombreuses municipalités.

Belle-Isle Hôpital public Inauguration religieuse

Le lundi 28 juin 1999, la direction de l'hôpital, le conseil d'administration (le président est maire de Le Palais), des membres du conseil municipal de Le Palais, ainsi que les trois autres maires des communes de Belle-Ile-en-Mer, le conseiller général Christian Bonnel (ex-ministre muscled de l'intérieur), les militaires, inaugureront la nouvelle cuisine de l'hôpital Yves Lanco de Le Palais à Belle-Ile-en-Mer.

Tout ceci pourrait apparaître assez banal, si ce n'était aussi la présence et la bénédiction de ces travaux par un aumônier, ainsi que la distribution d'un tract dans les commerces locaux.

Véritable tissu de mensonges, éloge de deux mille ans de soumission, d'un Jésus guérissant tous les maux de la terre sauf pour le Kosovo, la terre Palestinienne, le Rwanda et l'en cubie.

D'une église véritable cataplasme anti-douleurs, mais nous savons qu'aujourd'hui leur représentant J.P. Il est plus imbibé par les bombes de Vodka que par l'eau bénite.

Mensonge aussi, sur Gondi, issu d'une riche famille de Florence, qui s'appelait en réalité, le cardinal de Retz, véritable politicien au service de l'église, qui laissa de nombreuses intrigues sur sa participation, lors de la révolte du peuple de Paris, aux barricades de la Fronde de 1648 et 1649, il était aussi coadjuteur de l'archevêque de Paris qui n'était rien d'autre que son oncle, il dut démissionner de ce poste en 1654, il fut emprisonné à Paris et à Nantes d'où il s'évada avec la complicité de l'église.

Il fut prônateur de Belle-Ile-en-Mer.

A lors M. L'aumônier Launay avec quel argent ce détaché s'offrit-il notre calloux en 1659 ?

Quant à nous Emgann : mouvement de libération nationale, nous dénonçons cette mascarade de cérémonie, la présence de cet aumônier Henry Launay plus près de ses intérêts intégrés de Monsieur Lefevre, Magret, Le Pan que des réelles difficultés que rencontrent les bretonnes et les bretons en matière de santé, les restructurations d'hôpitaux de proximité, les reconcentrations de malades, la santé gratuite pour tous, rien de tout cela n'a été évoqué à cette cérémonie.

Messieurs, l'argent utilisé pour la rénovation de la cuisine de l'hôpital concernait un établissement public et laïc, respectez la séparation de l'église et de l'état

EB



Photo L. Blonce

Le PNV, allié à EA, a stagné par rapport aux dernières élections, en obtenant tout de même 35% en Euskadi sud. Au niveau européen, ils étaient alliés aux Catalans de l'ERC et à l'Unio Mallorquina. Ils ont obtenu 3% au niveau espagnol et 2 élus. En Galice, le BNG (bloc nationaliste galicien) a un élu.

Enfin, le parti catalan au pouvoir dans la généralité de Catalunya, «convergència i unió», a obtenu 4,5% des suffrages au niveau de l'état espagnol, et conserve ses 3 élus.

Les résultats de ces différents mouvements nous montrent le travail énorme qu'il nous reste à accomplir et le regroupement de nos forces au sein d'une plateforme électorale. Nous ne pouvons plus perdre de temps.

Rubrique spéciale à l'intention des RG

Il y a peu, le Télébramm publiait un édifiant article du directeur des renseignements généraux en Bretagne, dans lequel ce brave homme «révéla» des informations liées à Emgann. On pouvait ainsi apprendre que nous nous rendions régulièrement sur journées internationales de Corte à l'invitation de A Conculis indépendentistis, au pays Basque Nord... La police politique, heu ! pardon, les RG travaillent donc beaucoup puisqu'ils lisent Combat Breton, y glèchent des infos et les présentent comme des scoops à la presse locale. A leur intention nous publions la liste des événements internationaux auxquels nous participons cet été :

- Le 25 juillet, à Santiago de Compostelle - Jour de la patrie Galicienne à l'invitation du PFG et de AMI.

- Et début août à Corte, aux journées internationales de A Conculis.

Bien sûr, nos lecteurs auront le droit à un compte-rendu dans le numéro de septembre.

Skoazell Vreizh, 30 ans de solidarité !

Les 19 et 20 juin derniers, l'association Skoazell Vreizh, qui assure depuis 1969 le soutien humanitaire et financier aux prisonniers politiques bretons et à leurs familles, fêtait ses trente ans d'activité. Un soutien dont ont bénéficié plusieurs centaines de personnes mises en examen et parfois incarcérées pour leurs activités au sein de l'ARB, au sein de SAB, pour leur refus d'effectuer leur service militaire, pour leur activisme anti-Pays de Loire ou encore pour leur solidarité vis à vis des réfugiés basques.

Plusieurs milliers de Bretons et Bretonnes ont au cours des deux jours de fête témoigné leur attachement à ce formidable outil de solidarité nationale.

A l'issue de ces deux jours de lutte, de fête et de débat, Skoazell Vreizh a publié un communiqué avec les organismes anti-répressifs basques et corses présents tout au long du week-end.

Pas besoin d'être devin pour savoir que Skoazell Vreizh sera sollicité dans les mois qui viennent, alors n'attendez pas. Envoyez vos dons à Skoazell Vreizh, feunteun wenn, 3 straed A. Briand, 44350 Gwennarn.

A l'occasion du trentième anniversaire de Skoazell Vreizh à Karaez, les organisations de défense des prisonniers politiques bretons, basques et corses (Gomdeak, Gestoras pro amnistia, Coordinación des comités de soutien aux prisonniers politiques basques, Skoazell Vreizh, Patriottu, Comité anti-répression) se sont rencontrés pour :

- Echanger leurs expériences et des informations sur la réalité répressive dans leurs pays respectifs.
- Aborder l'organisation de la défense des prisonniers politiques et la solidarité avec leurs familles.

Elles se sont mises d'accord pour se revoir régulièrement afin d'envisager la structuration d'une démarche commune pour combattre les atteintes aux droits de l'homme dont est responsable l'état colonial français (en articulation avec l'état

espagnol pour la question nationale basque) à travers ses appareils policiers et judiciaires dont la 14ème section antiterroriste.

Elles comptent interpellier tous ceux et celles qui se reconnaissent dans les principes universels des droits de l'homme, dans l'état français pour mettre un terme aux agissements arbitraires et dégradants dont sont victimes ceux et celles qui luttent pour nos peuples, et travailler en direction d'autres organismes anti-répressifs en Europe.



Photo L. Blouin

Rencontre avec Olivier Sauli (porte-parole de Patriottu)

Association humanitaire en faveur des prisonniers politiques corses «qui se reconnaissent dans la démarche de lutte de libération nationale». Patriottu est membre du Comité anti-répression créé depuis quelques mois en Corse. Rencontre avec Olivier Sauli, son porte-parole, membre de la délégation venue à Karaez.

Quelle est la situation actuellement en Corse ? Nous traversons une période de répression générale de la société corse. On peut réellement parler de racisme anti-corse, un racisme poussé

par les médias, véhiculé par les hommes du pouvoir. C'est le prêtre Bonnet qui a dit en gros «il faut civiliser les Corses». Et voyez les déclarations de gens comme Chirac... «C'est un peu de la politique menée par l'Etat français de négation pure et simple de la question nationale corse. L'Etat français nous refuse le principe universel de droit à la différence. Il s'exprime en Corse par un sentiment identitaire fort, véhiculé par différents mouvements politiques publics ou clandestins face à un Etat colonialiste. Il est évident que face à une telle aspiration identitaire, la seule arme de renforcement de la répression. C'est pourquoi il y a aujourd'hui, dans les prisons françaises, une trentaine de prisonniers politiques corses, auxquels on ne reconnaît même pas le droit à la présomption d'innocence. Il existe en Corse un délit d'opinion, c'est très clair.



Annie Lagadeç, Yann Chouck, Olivier Sauli (au 1er plan) - Photo L. Blouin

Peux-tu donner des exemples ?

J'ai été personnellement arrêté et interrogé. Mon interrogatoire a exclusivement porté sur le fonctionnement de l'association dont je suis porte-parole. Pour le juge d'instruction, les activités de notre association, qui prend en charge les prisonniers poli-

tiques, constituent des «activités de haine qui empêchent le travail des autorités policières et judiciaires agissant en Corse». Leur interrogatoire n'a porté que sur ce point !

Que réponds-tu à ceux qui assimilent le mouvement indépendantiste à la mafia ?

C'est la dialectique habituelle des représentants de l'Etat français. Il fut un temps où nous étions des fascistes. Puis on nous a décrits comme des gauchistes aux ordres de Khadafi. Aujourd'hui on nous dit malfaiteurs. Tous ces termes n'ont pour but que d'entretenir dans la conscience française un sentiment anti-corse qui dévalorise la réalité humaine telle qu'elle existe en Corse. Il n'y a pas plus de malfaiteurs en Corse qu'ailleurs.

Où as-tu appris pendant ces quelques jours en Bretagne ?

J'ai découvert la permanence d'un fort sentiment breton d'appartenance à une terre pour laquelle les gens s'organisent et luttent. Au-delà des luttes spécifiques corses, basques, bretonnes, il y a la réalité d'une lutte politique obscurantiste d'un Etat qui nous refuse le droit à la différence, qui, au nom de sa constitution, ne reconnaît pas les revendications exprimées par les Corses, les Basques, les Bretons.

Nous sommes des peuples qui réclamons le droit d'être nous-mêmes, c'est pourquoi nous sommes confrontés à une même répression, qui se traduit notamment par des arrestations. La structure commune que nous proposons de monter nous permettra de mieux défendre le droit à la dignité des prisonniers politiques de l'Etat français. (Extrait de Breizh Info)

Dormez braves gens, la police veille

A plusieurs reprises, nous alertons nos lecteurs sur le comportement de la police lorientaise, nos inquiétudes sur leurs méthodes d'arrestation, des jeunes ont subi de véritables tabassages.

Aujourd'hui, dans leur journal étudiant des jeunes de l'université de Bretagne sud nous alertent aussi de cette police aux méthodes fascistes, racistes, et inculte à notre culture.

«J'ai toujours pensé que la limite qui nous sépare des tueurs est extrêmement ténue.»

Maurice Dantec.

Si vous croisez un de ces soirs la brigade de nuit de la police lorientaise, un conseil planquez-vous : car notamment noyautés par l'extrême droite elle se livre ici et là à des passages à tabac ! (47 % des ses effectifs ayant sa carte du F.P.I.P. contre 10 % dans le reste de l'hexagone).

Si vous êtes de bons petits français bien blancs et politiquement corrects alors vous n'avez rien à craindre, la ficelle veille sur le patriote que vous êtes. Le cas échéant, sachez que ces cow-boys matrapeurs «ressemblant plus à des bees de macareux plutôt qu'à de fins limiers» sont de grands nostalgiques de la méthode Papen.

Ainsi dans la nuit du 13 au 14 septembre 1998, rue de Liège à Lorient, six indépendantistes bretons ont été victimes des méthodes expéditives de la police lorientaise.

Reunis pour un repas, ils requièrent vers 2 heures du matin, la visite d'une patrouille leur demandant de baisser le volume de leur musique tout en se livrant au préalable au contrôle d'identité du locataire (de quel droit ?). Refusés par cette visite nocturne, les convives s'éteignent sur le champ leur chaîne et repassèrent à table quand soudain une forte odeur de lacrymogène envahit l'appartement.

Sans aucune explication, les policiers qui avaient bloqué la rue, en attrapèrent trois n'ayant pas eu le temps de se lever. L'un après l'autre furent l'objet de violences gratuites : coups de matraque, insultes et morsures de chien. Elles furent ensuite «invitées à terminer la nuit au poste» soi-disant pour «dégrossissement». (Extrait d'un communiqué de l'apollon lorientaise paru dans le Ouest-France du 15-09-98 : cet organe de presse impartial qui n'a toujours pas précisé si les flics ayant trouvé la mort sur le pont d'Oradour, s'étaient shootés à l'eau minérale...)

Ne croyez pas que ce genre d'exactions soient exceptionnelles. Des faits similaires ont lieu quotidiennement, un peu partout en France (et en Corse !) seulement voilà ça fait désordre, alors on préfère fermer les yeux...

A Nantes, ce ne fut pas le cas. Le procureur de la République a ainsi été saisi suite à des violences policières perpétrées sur un jeune megrébin, alors placé en détention provisoire pour trafic de stupéfiants. Celui-ci s'était plaint d'avoir été frappé par plusieurs policiers du groupe des Violences Urbaines lors d'un interrogatoire. L'un d'eux aurait cotifé d'un casque de chantier et lui aurait asséné des coups sur la tête au moyen d'un pied de table de bois ! Ces propos ont entraîné une perquisition le 11-03-99 au commissariat de Nantes ce qui a permis de mettre sous scellé le fameux casque et le pied de

table. Le procureur vient tout juste de demander au juge de saisir l'Inspection Générale de la Police Nationale pour conduire l'enquête mais déjà les syndicats policiers montent au créneau pour dénoncer «l'attitude Partisan» du parquet de Nantes.

Ce type d'exactions se produit bien trop souvent dans notre doux pays de France. Suffisamment pour qu'Amnesty International s'en inquiète.

Il faut que la loi s'applique au bras armé de la République. Ces «bavures» ne sont qu'exceptionnellement sanctionnées par une justice et par une administration qui ferment les yeux.

Plus, ces pratiques posent le problème du recrutement de la police. Le système actuel permet à des individus violents, des sauvages notoirement racistes de porter une arme. La police devrait compter plus d'individus d'origine étrangère et de femmes (9 % seulement), faire un effort d'«humanisation» pour mettre à mal bien des clichés (1) (surtout 4 % d'illotiers), éviter des incohérences énormes (1), changer les mentalités (le système dit «4001» note les commissariats en fonction du nombre de gardes-à-vue recensés dans l'année), tenter d'éradiquer la culture raciste entretenue par des vexations multiples (contre la faune...).

Allez-Jean-Pierre, encore un effort.

Mam'zeile Katell et le Sieur Mickael

(1) 90 % des jeunes élèves gardiens sont recrutés en province et 85 % d'entre eux sont affectés en banlieue. Bonjour, le dépaysement !

Boycott de la redevance télé Victoire sur le Trésor Public

En décembre dernier, un retraité quimpérois demandait le soutien de Bouam et Breizhveg. Le Trésor Public français le menaçait en effet de saisir sa modeste retraite sous le prétexte qu'il refuse de payer la redevance audiovisuelle. Le boycott de cette redevance est parfaitement justifié : le traitement que réserve le prétendu service public France 3 a notre langue est un exemple de la politique de purification linguistique que mène la France en Bretagne avec une constance remarquable depuis des décennies, et ce quelle que soit la couleur politique du chef de l'Etat et du gouvernement en place.

La contre-attaque menée par le courageux breton quimpérois a amené le Trésor Public français à reculer en deux phases distinctes :

- dès courant décembre 1998, le Trésor Public français ordonnait la main-léevée sur une somme de 565,71 F français bloquée à sa demande par la Caisse de Retraite.

- ces jours derniers, la Trésorerie de Quimper et Banque lui adressait une lettre-chèque du même montant qui correspond à un précédent prélèvement tout aussi illégal.

Illégalement, la procédure habituellement suivie par le Trésor Public français l'est en effet, ainsi que l'a estimé la Chambre Commerciale de la Cour de Cassation dans l'arrêt «Publirama contre Trésor Public» du 26 novembre 1996 en considérant que tout commandement de payer qui n'est pas personnellement signé par le percepteur qui le délivre est réputé ne pas exister, ce qui entraîne que la procédure ultérieure est tout simplement nulle de plein droit.

Cette victoire nous conforte dans notre combat et valide l'affirmation : «On a raison de se révolter».

Pour le mouvement, le secrétaire, Klaoad AN DUIGUO

Affaire Bernard Le Duigou. Où en est-on ?

Suite aux poursuites dont sont l'objet Gérard Bernard et Claude Le Duigou, suite à la manifestation ayant eu lieu à Guingamp le samedi 27 janvier 1996, à l'appel de la Coordination des Comités de Soutien aux Bretons Poursuivis (Droit d'Asile), voici différentes informations :

Leur condamnation par le Tribunal de Grande Instance de Guingamp le 10 novembre 1997 a été confirmée par la Cour d'Appel de Rennes le 23 février dernier, pour un coup de pied dans un véhicule de police (version policière et judiciaire contestée absolument). Claude Le Duigou a été condamné à un mois de prison avec sursis et 6 000 F d'amende ; et Gérard Bernard, pour une vitre prétendument brisée au Tribunal a été condamné à un mois de prison ferme ; ils ont porté l'affaire devant la Cour de Cassation qui ne s'est pas encore prononcée ; l'arrêt de la Cour d'Appel de Rennes n'est donc absolument pas revêtu de l'autorité de la chose jugée ;

Tous deux avaient demandé, il y a plusieurs semaines, à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor, de leur délivrer copie de plusieurs documents (voir ci-dessous) qui, s'ils existent, permettraient utilement d'éclairer la justice et l'opinion publique.

Le silence conservé par Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor pendant un mois équivalant à un refus, ils viennent de saisir Monsieur le Président de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs, en application des lois du 17 juillet 1978 et du 11 juillet 1979 sur l'accès aux documents administratifs ;

La première demande de Claude Le Duigou adressée à Monsieur le Président de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs sera examinée au cours de la séance du 29 juillet 1999.

Comité Lorientais de Soutien aux Bretons Poursuivis (Droit d'Asile) 20 rue de Finlande 35110 Lorient - Tél. : 02 97 37 11 72 - Fax : 02 97 83 88 13



Bières bretonnes

Rencontre avec deux nouveaux brasseurs

Depuis quelques années, un certain nombre de brasseries artisanales ont vu le jour sur l'ensemble du territoire breton. Une douzaine actuellement brassent et commercialisent leur produit, parfois avec des moyens limités, ce qui leur donne ainsi bien du mérite. Et un certain nombre de projets sont en voie de réalisation (comme par exemple à Ploueg/Lié dans le pays de Saint-Brieg). Nous avons choisi de poser quelques questions à deux d'entre eux : Stéphane Tanguy de la Brasserie Artisanale du Trégor à Landreger et Xavier Le Proust de la brasserie An Alarc'h à Un Uhelgoad. Ceci contribuera, nous le souhaitons, à redonner confiance à la jeunesse de notre pays en la capacité qui est en nous de contrer le fatalisme économique, en prouvant qu'une volonté tenace de vivre et travailler au Pays en créant nous-mêmes notre richesse économique ne peut être qu'émancipatrice. Et donc démontrer qu'à terme c'est l'indépendance qui nous sera nécessaire afin de stimuler ces capacités en adéquation avec nos besoins et en rupture avec le capitalisme centralisateur et créateur de goûts aseptisés.

C.B. : Comment vous est venue la volonté de monter une brasserie, et avec quelle formation préalable ?

Stéphane : Ma passion pour la bière a démarré il y a environ 6 ans, lorsque j'ai commencé à acheter des bières belges de dégustation et à collectionner les bouteilles vides. Alors étudiant à Nantes en école d'ingénieur en chimie-biologique, j'ai trouvé des boutiques spécialisées en bières et à l'issue de 2 ans, j'avais plusieurs centaines de bouteilles dans ma collection et j'ai commencé à faire de la bière dans mon appartement (à peu près 3 litres). Ensuite je suis parti en Belgique visiter plusieurs brasseries et j'ai amélioré ma technique de brassage et mes recettes petit à petit. A l'issue de mon stage de fin d'étude en Angleterre, j'ai fait une formation de 4 mois dans une brasserie anglaise où l'on brassait 800 litres. Pour moi, il n'y avait plus de doute, c'était cela que je voulais faire ! Donc, retour au pays et, le temps de faire les stages, de monter un dossier sur le projet (prévisionnel, plan comptable, étude de marché) et de trouver un local adapté, j'ai pu démarrer en janvier 98.

Xavier : J'ai brassé chez moi depuis 3 ans avant de vouloir monter une brasserie car lorsque je suis arrivé dans les monts d'Arée, j'ai commencé à faire du vin de sureau et je me suis intéressé à faire diverses boissons. J'ai ensuite tombé sur un bouquin concernant la bière et donc dans la continuité, j'ai essayé de faire de la bière. Vu le résultat peu encourageant, je me suis rabattu sur des sortes de « kit » de fabrication personnelle de la bière, très vendus en Angleterre et en Belgique, et je me suis aperçu que le plus dur était de maîtriser la fermentation. J'ai ensuite acheté du malt, et j'ai commencé à brasser comme ça ! Etant presque au chômage et voulant rester vivre au pays, je me suis dit : pourquoi pas devenir brasseur ? J'ai donc cherché un stage dans une brasserie et j'ai trouvé une petite brasserie en Normandie qui travaillait avec un minimum de matos. Je me suis aperçu que c'était faisable avec un investissement limité dans un premier temps. Par la suite, j'ai passé un an à monter le dossier de création, à m'informer un peu plus.

J'ai fait également un stage de formation destiné à monter un micro brasserie, à Nancy en France, seul endroit où il est possible de réaliser une telle formation (institut français de la brasserie et de la maltière). J'ai fait ce stage pour adapter ma production personnelle en production professionnelle. Le plus dur pour moi l'aspect « être de trouver de l'argent ». Le premier banquier que j'ai rencontré m'a ri au nez. C'était le Crédit Agricole pour ne pas le citer ! Mais j'ai fini par en trouver un beaucoup plus coopératif et, après avoir résolu les premiers difficultés d'adaptation du matériel, j'ai lancé ma première production en janvier 98.

C.B. : Près de 70 brasseries en Bretagne au début du siècle, 12 actuellement, et seulement 2 % de la consommation bretonne ; ce n'est pas la place qui manque pour la production, mais n'éprouvez-vous pas quelques difficultés à faire connaître au grand public la bière bretonne ?

Stéphane : Le marché est très spécial ! Les grosses brasseries ont bien bouclé le marché et monopolisent le secteur des bars (contrat d'exclusivité). Les bières artisanales commencent à être connues mais il faut toujours miser et informer sur le produit (bières fragiles, vivantes, sur levure et non pasteurisées). Commercialement, le bouche à oreille suffit à écarter la production.

Xavier : Nous avons des concurrents énormes comme Heineken ou Kronenbourg, mais le public commence à avoir envie d'autre chose que ces goûts standardisés. Je crois que les gens ont envie de boire quelque

chose ayant plus de caractère et l'avantage que nous avons en Bretagne, c'est que Coreff a déjà fait une grande part du boulot, et en ce qui concerne ma bière, c'est Guinness. J'ai remarqué dans ma clientèle beaucoup de jeunes qui ne vont plus systématiquement vers les grandes marques, que ce soit en bistrot ou ici à la brasserie. Les gens sont aussi contents de boire de la bière du pays. Nous ne sommes pas encore connus en Angleterre ou en Allemagne et il y a de la place pour d'autres brasseurs (je suis le seul en Centre Bretagne Ouest pour l'instant) et s'il y en avait un à Rosneven, ça ne me ferait pas ombage. Surtout que la gamme des différentes bières est assez étendue et que l'on peut y trouver tous sa place.

C.B. : En fait, vous misez principalement sur la qualité ?

Stéphane : Tout à fait ! Les bières artisanales ne sont pas compétitives au niveau des prix et cela en fait en quelque sorte des bières de luxe et donc, si le produit n'est pas de qualité, le client est déçu. De plus, je suis ingénieur chimiste, et mon cheval de bataille c'est le contrôle qualité. De toute façon, avec des bières non pasteurisées, elles devaient rapidement aigrir si l'on ne travaille pas correctement. C'est pourquoi je me suis installé un petit labo dans la brasserie.

Xavier : Ce sont des bières artisanales, on essaie donc de se procurer les matières premières de meilleure qualité (malt, houblon...). Mais le meilleur gage de qualité, c'est que je pars d'une eau très filtrée contenant quasiment plus de pesticide, insecticide, etc... mais aussi, je ne rajoute rien dedans tels que des conservateurs, des colles pour déposer les particules... Je pars d'un principe que

je fabrique ma bière et elle sort telle qu'elle a été fabriquée sans rajout de quoi que ce soit. En d'autres termes, je préfère écarter de la vente des bouteilles qui ne correspondent pas à mon critère de qualité, à la caractéristique de mon produit. Ceci dit, il y a toujours quelques différences d'un brassage à un autre mais si cette différence est trop importante, je retire de la vente.

C.B. : Vous avez des normes concernant la qualité ?

Stéphane : Il n'y a pas de normes, les normes, c'est moi-même qui me les impose à savoir un contrôle au microscope durant la fermentation, avant l'emouteillage, et après refermentation. Des prélèvements en cours de brassage et, en cas de doute sur un lot de bière, un contrôle microbiologique plus poussé en utilisant des milieux de culture spécifiques à la brasserie.

Xavier : Il n'y a pas de normes spécifiques pour l'instant, c'est à nous-mêmes de nous les imposer.

C.B. : Vous jouez aussi sur l'image identitaire bretonne de votre production ?

Stéphane : C'est vrai que je bénéficie d'un certain engouement pour les produits bretons et mes plus gros clients sont des personnes qui en général défendent l'identité bretonne. Mais je ne veux pas que ma bière se vende uniquement parce que c'est une bière bretonne. Pour moi, Dremmwell doit signifier bière de qualité, avec en plus le fait qu'elle soit brassée en Bretagne, par un breton qui défend l'identité culturelle de son pays.

Xavier : Tout d'abord le nom de la brasserie : An Alarc'h. Ce nom m'est venu comme une évidence, par rapport à ce que je pense. Et puis c'est une chanson bretonne du Barzhaz Brezh comme chacun sait. Pour l'étiquette, je voulais que ce soit un nom breton, ça c'est évident ! Et ce, pour deux raisons : d'abord, parce que je suis breton et ensuite parce que j'habite dans les monts d'Arée et le breton est la langue du pays et de ce fait-là, je voulais absolument que l'étiquette soit bilingue. Vis à vis des gens du pays, je trouvais ça assez logique. Quant au Gwenn Ha Du, il est présent sur l'étiquette non pour profiter de la vague bretonne actuelle mais, comme il y a un Gwenn Ha Du devant chez moi, cela tient d'une certaine logique. En fait, cette étiquette et l'aspect identitaire breton qu'elle sous-entend, me représente moi-même en tant que brasseur breton. J'ai voulu que la bière représente les monts d'Arée et par l'étiquette, le pays, la Bretagne.

C.B. : Quelles sont vos relations avec les autres brasseurs bretons ?

Stéphane : Avec les collègues, on se côtoie assez peu. J'essaie de regrouper néanmoins les commandes avec certains d'entre eux et d'échanger des adresses de fournisseurs. Mais nous avons tous beaucoup de travail et rarement le temps de s'asseoir ensemble pour discuter ; lorsque l'on se voit, c'est toujours en coup de vent. Concernant l'idée d'une confrérie ou d'un syndicat réunissant les brasseurs bretons, je dirais simplement aujourd'hui, pourquoi pas ? Mais à condition que chacun joue le jeu. De plus, je ne cherche pas à copier ce qu'ils font. Mes références sont en Belgique et en Angleterre, mais non j'est pas de faire une bière

meilleure que celles de mes collègues mais de me rapprocher de ce qui se fait de mieux ailleurs.

Xavier : Pour ma part, je connais plus particulièrement trois brasseurs bretons : Stéphane de Tre-guier, Patrick de Pouldreuzic (bière Penhors), et la brasserie de Ste Colombe. Bien sûr, je connais aussi plus ou moins les autres. Les relations entre nous sont plutôt amicales, et on achète de plus en plus du matériel en commun, on se rend service, on se fait des échanges de matière première en cas de nécessité, on se file des conseils... Est-ce le fait que nous soyons assez espacés les uns des autres et nous ne nous fassions pas directement concurrence ?

Par exemple, je distribue la Penhors dans le coin et Patrick distribue la Hm Du dans le sud-Cornouaille. Je connais très peu Bernard Lancelot ainsi que J.F. Malgou et C. Blanchard (Coreff), mais de prime abord, ils ne sont pas opposés à ce que se développent des petites brasseries même si ça leur fait peut-être un peu peur. Par exemple, pour la première fête de la bière bretonne, ça s'est très bien passé, et nous avons eu des rapports plus que cordiaux les uns envers les autres. En ce qui concerne cette idée de confrérie, je pense que dans un premier temps, il serait peut-être intéressant de monter plutôt une centrale d'achat puisque c'est déjà vers ça que l'on tend naturellement. Ceci dit, je ne suis vraiment pas opposé à ce qu'on aille un jour plus loin et de regrouper les producteurs bretons derrière un logo commun. Je pense que c'est l'idée qu'a voulu lancer Ph. Bonnet à Nantes, et je crois que cela pourra arriver ; pas dans l'immédiat parce que nous sommes tous un peu débordés mais nous en parlons déjà entre nous.

C.B. : Chaque brasseur apporte une certaine personnalité à sa bière, le savoir-faire du « maître brasseur » ; un secret jalousement gardé ?

Stéphane : Je ne suis pas paranoïa sur le fait que quelqu'un cherche à copier mes recettes. De toute façon, il y a tellement de paramètres qui rentrent en jeu dans la fabrication d'une bière ! Il y a parfois des gens qui viennent à la brasserie collecter des infos car ils voudraient faire de la bière ; ma principale réponse dans ce cas est qu'il faut travailler inlassablement, passer des heures et des heures dans la brasserie, accumuler de l'expérience. Je dis souvent qu'il n'est pas nécessaire d'être ingénieur pour faire de la bière bien qu'il soit sûr que cela aide à avoir suffisamment de connaissance pour répondre plus vite aux divers problèmes que l'on peut rencontrer ainsi que d'analyser par d'autres moyens que le goût ce qui fait la force ou la faiblesse d'une bière.

Xavier : Il est sûr qu'une recette est personnelle mais ceci dit, je sais que certains brasseurs savent ce qu'il y a dans ma bière autant que je sais ce qu'il y a dans la mienne. Les recettes ne sont pas sous clef ! Ce n'est pas du tout le souci principal de garder le secret sur la constitution de chaque bière.



D'ailleurs, un brasseur expérimenté peut être capable de retrouver à peu près une recette à partir d'une bière. La différence, c'est aussi la méthode de brassage qui la fait. Deux brasseurs avec une même recette ne feront pas forcément la même produit du fait des méthodes, du matériel. Mais nous n'avons pas du tout pour but de nous piquer les recettes ! Peut-être est-ce aussi le fait que nous ne nous faisons pas une concurrence directe géographique. D'autre part, nous n'avons pas des capacités de production assez importantes qui puissent nous permettre d'inonder le marché par exemple du Finistère ou des Côtes d'Armor ; d'ou l'on peut presque dire que nous sommes en fait complémentaires. En ce qui me concerne, c'est par exemple le cas avec Patrick (Penhors) avec lequel je joue sur la complémentarité du produit et la complémentarité géographique. De toute façon, c'est vraiment notre intérêt d'essayer de jouer sur notre complémentarité car nous ne sommes pas assez gros pour tenter de monopoliser un marché.

C.B. : En guise de conclusion, du fait de cette complémentarité, caractéristique de la production artisanale, on peut donc dire qu'il reste de la place pour les jeunes...

Xavier : Je pense effectivement qu'il y a de la place car la Bretagne est un pays d'à peu près 4 millions d'habitants et nous ne sommes que 12 brasseries. Mais je pense aussi qu'il faudrait laisser passer un peu de temps pour que les gens s'habituent aux bières artisanales car si on les sature d'un coup, cela risque de ne devenir qu'un phénomène de mode. Ceci dit, oui, je pense qu'il y aura de la place pour d'autres brasseries en Bretagne ; il faut seulement que ça s'établisse un peu dans le temps. Il ne faut pas oublier que pour le moment, le marché est un peu restreint. Le problème n'est pas au niveau de la quantité, car il y a de quoi faire, mais plutôt de faire progresser globalement le marché des bières artisanales bretonnes en les faisant surtout connaître, et reconnaître ! Vouloir trop d'installations en trop peu de temps, signifierait que certains se planteraient inévitablement.

Nous remercions vivement Stéphane et Xavier d'avoir bien voulu répondre aux questions de 'Combat Breton' et nous leur souhaitons bonne chance !

Graet gant P. Chevallier (Marcheg) - 31, str. Mez Gouez - Perroz Gwery.



Dioxine, OGM, pollution...

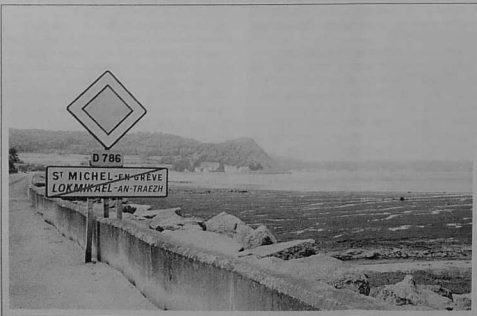
L'agriculture victime du capitalisme

Alors que ne cessent de s'enchaîner les scandales, les solutions apportées ne visent comme toujours qu'à combattre les effets et non les causes. On nous parle de quotas, d'écoulement des stocks à bas prix vers le tiers-monde ou la C.E.I. grâce aux subventions européennes. Certains se sont même réjouis de la dioxine des poulets belges, puisés les cours ont pu ainsi remonter. Cela prouve bien que l'on ne fait qu'appliquer un bandage sur une jambe de bois. Car le problème est bien structurel. Toutes ces affaires n'ont comme cause que la recherche par tous les moyens, de la maximisation du profit. La production des farines animales illustre bien. Responsable de l'apparition de la vache folle, puisque produite au départ avec des cadavres de moutons malades (la maladie ne pouvait pas passer les races comme... le nuage de Tchernobyl les frontières hexagonales), celles-ci furent évidemment mises en cause, mais pas supprimées. Leur composition fut simplement modifiée. Plus de viande animale, ce qui pour un herbivore paraît logique. Tout allait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le rapport de la Direction nationale des enquêtes et de la répression des fraudes (DNERF), révélé par le «Canard

Enchaîné» le 9 juin dernier, montre que l'on continue toujours à fabriquer les farines animales avec n'importe quoi. Ainsi les délicieux mets proposés aux ruminants sont constitués encore autre, de boues de stations d'épuration, de traitements et résidus de fosses septiques, de jus de cadavre. Une recette gourmande particulièrement alléchante, n'ayant pour but que la maximisation du profit, quelles qu'en soit les conséquences, même la santé des gens. Il est vrai aussi, que les dirigeants de ces entreprises, dont l'usine Saria à Concarneau (produit en Bretagne ou pas), ne doivent sûrement pas manger de cette viande.

Le gouvernement français a parlé d'interdire les farines animales, mais pour l'instant comme pour notre langue nationale, on fait attendre.

Il est donc plus que nécessaire de modifier profondément l'organisation de la production agricole, afin, comme le reste de l'économie, de mettre en place un développement durable. Ceci passe en particulier par une inversion de la distribution des aides agricoles. Il est temps de favoriser les producteurs qui ne détruisent pas l'environnement et contribuent à développer ou maintenir l'emploi, facteur du dynamisme rural.



Effet du productivisme agricole : les algues vertes à St Michel en Grève

OGM, menace sur la sécurité alimentaire du monde

Pour terminer avec ce petit précis de l'horreur alimentaire, Greenpeace a publié sur son site internet une liste non exhaustive de produits avec ou sans OGM. Rappelons que le problème n'est pas d'être contre les OGM par principe mais simplement de demander un véritable délai d'étude afin d'étudier les conséquences éventuelles sur les plantes et sur l'homme.

En effet, un organisme génétiquement modifié est un organisme vivant dont on a modifié le patrimoine génétique en y insérant un ou plusieurs gènes d'un autre organisme vivant. Le but est d'accroître la productivité des espèces modifiées et de diminuer les quantités de pesticides utilisés. Ils pourraient aussi permettre de créer des aliments ayant des propriétés médicinales.

Mais, de même que comme la maladie dite de la vache folle ne pouvait transgresser les espèces, on ne sait si les manipulations génétiques ne pourraient avoir des effets sur l'espèce humaine. Ainsi, les risques éventuels pourraient être la diffusion de gènes de résistance aux antibiotiques, accroissant la capacité des organismes infectieux à survivre aux antibiotiques, ce qui est déjà un grave problème. De plus, on ne sait si elle ne peut être nuisible aussi à d'autres espèces non nuisibles. Or, une recherche menée aux Etats-Unis par des entomologistes de l'université Cornell, dans l'Etat de New York, révèle que la toxine produite par le maïs transgénique extermine une espèce de papillons non nuisible vivant à proximité des champs de maïs (le monarque). Qu'en est-il alors pour l'homme ? Une autre recherche conduite par une équipe de l'université du Kansas affirme que la pyrale, prédateur du maïs, celle-ci se retrouve en moins de 20 générations capable de résister à une dose 65 fois plus forte que la normale.

De fait, seule une recherche sur une trentaine d'années peut apporter de véritables réponses. Mais là aussi, la soif du profit est plus forte que la santé publique. Car le problème des OGM dépasse largement l'agriculture. Il s'agit

en fait d'un bras de fer entre l'Europe et les Etats-Unis. Ainsi la représentante étatsunienne pour le commerce, Charlene Barshefsky, a déclaré : « Cette année nous avons les trois «B» avec l'Europe : banane, bœuf et biotechnologies ». Les Etats-Unis sont le premier producteur de plantes transgéniques. Le chiffre d'affaires des produits transgéniques dépassera cette année 4 milliards de dollars et devrait d'ici 5 ans atteindre 20 milliards de dollars. De plus, les géants étatsuniens de l'agro-alimentaire, comme Monsanto ou Pioneer, est de s'élargir au marché pharmaceutique, qui représente la petite somme de 250 milliards de dollars. De quoi donc attiser bien des convoitises. Or, le 25 juin 1999, les ministres de l'environnement des quinze ont décidé pour une période d'au moins deux ans, que la commercialisation des OGM ne sera pas autorisée, avant qu'un étiquetage précis ne soit instauré. Même si les 18 OGM actuellement sur le marché ne sont pas retirés, le problème pour les Etats-Unis est, par exemple, que l'Europe représente 35% des exportations de soja, pour plus de 11 milliards de francs et que 70% du soja étatsunien est génétiquement modifié (dans ce cadre il est peut-être temps, afin de ne plus dépendre des Etats-Unis, de revenir à une alimentation basée sur l'herbe).

La encore, seule la recherche maximale du profit au détriment s'il le faut de la santé publique, motive les choix des firmes multinationales et des gouvernements à leurs ordres. Seul un changement de politique agricole et une résistance active populaire peut modifier cela. A travers bien sûr le développement d'un mouvement politique, comme ici en Bretagne, avec l'émergence d'une force progressiste bretonne conséquente, et un mouvement populaire citoyen. La remise en question des OGM en Europe est la résultante de l'action de cette dernière. Elle prouve que la démocratie et l'influence des peuples est encore largement possible face aux ogres capitalistes. Ceci n'est qu'une question de volonté et de non-soumission fataliste à la pensée unique.

Afin donc de ne pas servir de cobaye, vous pouvez donc retrouver la liste de Greenpeace à l'adresse suivante : <http://www.greenpeace.fr/campagne/ogm/liste.html>

Simon, évitez les produits Lu, Marks & Spencer, Bölin, Grossard, Delacré, Nestlé, Gervais, Mars, Heudebert, Charal, Findus, Bénédicte, Maggi et Knorr.

Bon appétit

E.B

Le phénomène OGM...

... n'inquiète pas que les bios. Le groupement des éleveurs des Fermiers d'Argoat tenait son Assemblée Générale à Quintin le 10 mai. A cette occasion, un débat était organisé sur le thème «Produire sans OGM ?». M. Berlan, directeur de recherche à l'INRA de Montpellier, a montré comment, depuis le XIXème, les spéculateurs font main basse sur le vivant et comment la production agricole est devenue complètement dépendante des groupes qui possèdent les semences, dernier en date, «le procédé Terminator est un viol, une vaste escroquerie planétaire», a dit en substance M. Berlan.

Ce fut ensuite M. Hoffmann, Ministre de l'Agriculture de Rio Grande do Sul à la tête d'une délégation de responsables de l'Agriculture qui est venu dire pourquoi son pays s'oppose à la culture du soja transgénique. En péripie en France à l'initiative du réseau de l'Agriculture durable, M. Hoffmann cherche des partenaires pour développer la culture du soja garanti sans OGM. Selon lui, «accepter le soja transgénique, c'est accepter un peu plus la domination des USA et des multinationales, c'est prendre le risque d'une encore plus grande paupérisation. C'est donc une position courageuse d'un petit pays pauvre face au mammoth américain». Sa position fait tâche d'huile car une grande majorité des pays du Brésil demande à l'Etat Fédéral de prendre une décision d'interdiction de culture de matériel transgénique.

Le débat qui suivit laisse présager quelques confrontations en interne des Fermiers de l'Argoat, entre le directeur qui se veut économiste et qui n'aurait pas d'état d'âme à faire de l'argent avec les OGM, tant que ce n'est pas interdit, et les responsables des producteurs qui sans négliger l'aspect économique veulent «produire propre» au niveau social et environnemental.

Pour le commerce de soja sans OGM, il faut que l'Europe légifère et crée un cadre juridique définissant les garanties. En attendant, il est possible de créer des liens avec les brésiliens.

Cooperativa Cotrimaio av. Santa Rosa, 03 - Três de Maio - RS - 98910-000 - Brazil.
Tel. (051) 535-2102-Cx Postal 59
correspondant du RAD : jol@matrix.com.br
responsable Cotrimaio : Ayrtton Kantiz-kantiz@zaz.com.br

Produit en Bretagne

La récente crise du poulet à la dioxine a mis l'Europe en émoi, cela à quelques jours des élections européennes. La Bretagne s'est tristement illustrée dans l'affaire, avec les 17 tonnes de poulet belge (étiqueté «origine française») diffusés par l'usine Pic-Pic dans le Morbihan.

Cette entreprise n'est pourtant pas la seule à considérer l'assiette des consommateurs comme une poubelle. Un rapport de la Direction Nationale des Enquêtes et de la Répression des Fraudes (DNERF) a ainsi pointé du doigt les agissements de l'usine Saria (premier groupe européen de fabrication de farines animales) à Concarneau. Voilà ce qu'on trouve dans le rapport : «L'usine réincorporait les boues de station d'épuration (qui contiennent aussi des résidus des fosses septiques), le produit de la filtration sur grille des eaux résiduaires du fondoir et du raffinage, ainsi que des eaux de l'usine (lavage des camions, ateliers poissons, etc) dans les matières premières transformées en farines (...), destinées à l'alimentation des animaux... Voilà qui ne donne pas franchement envie de manger.

Après la vache folle et les OGM, l'épisode de la dioxine montre un peu plus l'absurdité du système libéral, qui allie des conditions de travail d'un autre âge et la production de masse, avec de graves conséquences sur l'environnement et la santé.



La nouvelle économie fraternelle

La société financière de la N.E.F. existe depuis 1990 en France et rayonne sur tout le pays à partir de Bourbon l'Archambault (Allier) où résident toujours ses promoteurs. Elle dispose aussi d'une antenne à Paris.

Depuis son origine en 1981 avant d'être opérationnelle sur le plan bancaire, la N.E.F. existait comme association Loi 1901 (toujours active). Le but était de collecter des fonds auprès d'épargnants pour des services dans lesquels ils reconnaissent leurs aspirations profondes : la triade républicaine au service de l'économie. L'association s'est développée... les aspirations restent inchangées.

Depuis l'origine : 3 idées forces
La N.E.F. existe en priorité pour permettre à des projets utiles et innovants pour l'Homme de voir le jour... et servir son environnement. Les valeurs humaines font partie essentielle dans l'activité quotidienne de la N.E.F.

sur le plan externe vis-à-vis de ceux qui sollicitent ses services ;
sur le plan interne au sein de l'équipe permanente : 18 personnes au siège social à Bourbon.

Les épargnants doivent avoir une motivation claire en venant à la N.E.F., aider les autres. Ils sont rémunérés, fût-ce de façon modeste, sur des comptes de Livret B - CODEVI - ou de comptes à terme de 2 ans ou plus dans les mois qui viennent.

Dans la pratique, des prêts à caractère humaniste ou social.
Nous sommes intervenus principalement en Morbihan depuis 1993 auprès

d'agriculteurs en difficultés, contraints de racheter leurs dettes après de longues années d'attente pour éviter la ruine et la disparition totale de leurs entreprises, voire de leurs maisons. Le montant des prêts oscille entre 100 000 F et 1 200 000 F (la moyenne est de 300 000 F).

Nous avons aussi contribué à la mise en place d'un prêt cautionné (45 cantons) à Merléac chez un couple de jeunes agriculteurs, contraint sans cela de se soumettre à la liquidation de son entreprise.

La caution, passage obligé
La création d'un cercle de cautionneurs (petites cautions de l'ordre d'un salaire mensuel) est indispensable à la réalisation d'un projet de financement. Nous rencontrons à ce sujet quelques difficultés. Comment une banque à caractère humaniste et solidaire pourrait-elle s'y prendre autrement ?

Un consortium appelé «Calofisal» vient d'être constitué afin de combiner dans des partenariats nouveaux les instruments financiers solidaires et des structures d'accompagnement de micro projets, dont les chômeurs peuvent être porteurs. Des subventions européennes sont sollicitées à cet effet. Nous saurons bientôt si cette initiative est opérationnelle et retenue sur le territoire breton. Dans l'attente, nous étudions toutes les demandes qui nous parviennent en ce moment.

Edouard MORVAN

Informations :
La N.E.F. - 46 rue de la Burge. 03160 Bourbon l'Archambault.
Tél. 04.70.67.16.50. Fax 04.70.67.18.54.



Manifestadeg an dud dilabour e Roazon d'an 28.02.98

Réponse à «Charlie Hebdo»

Après l'article : «Boum : le nationalisme fait boum !»

Salut à la rédaction, et en particulier à A. Kerloch et R. Maric

Boum ! l'imbécillité fait boum !
Militants antifas, libertaires et bretons de surcroît, nous tenions à réagir à votre dernier article «Le nationalisme fait boum !». En effet, nous sommes choqués par cet article aussi bien sur la forme que sur le fond.

Sur la forme, on peut déplorer que faute d'arguments les auteurs usent de locutions plus grosses qu'eux. Affirmer gratuitement que l'ARF = néo-nazis (un cercle de néo-nazis/bretonnants) sans aucun fait pour appuyer cette affirmation relève d'une légèreté insoutenable. Votre seule «explication» consiste à juxtaposer divers éléments qui n'ont aucun lien entre eux si ce n'est d'avoir pour cadre la Bretagne (argument revient à dire qu'en 40 De Gaulle = Pétain) : il s'agit là de méthodes inacceptables dignes de journaux comme le Figaro, Minute ou National Hebdo qui travestissent les réalités pour les besoins de leur démonstration. Si la question est pour vous de condamner la lutte armée, faites-le sans user la corde du «fasciste» qui n'aura bientôt plus un fil, employée à tort et à travers pour dénommer tout ce avec quoi l'on n'est pas d'accord.

Que Charlie Hebdo n'apprécie pas les bretons (ou les basques et autres non parvians...), et qu'il préfère le républicanisme chevenementiste qui parle de balkanisation lorsque est évacuée la reconnaissance des langues minoritaires, on ne peut que le déplorer. Mais stipuler que derrière tout breton qui revendique son droit à librement déterminer ses choix de langue, de développement économique... se cache un nazi, ce n'est plus simplement une opinion mais une diffamation, insultante et grave pour tous les militants antifascistes bretons qui se battent contre la xénophobie et pour l'interculturalité.

Depuis plusieurs années, en Bretagne, des militants antifascistes s'évertuent à faire cesser l'amalgame entre mouvement pour la reconnaissance de la culture bretonne qui pour certains militants va jusqu'à la revendication de l'indépendance, et les idées réactionnaires, conservatrices et fascistes. Ils l'ont fait et le font, sachant qu'effectivement, certaines franges de ce mouvement ont des liens et n'hésitent pas à s'allier avec des militants d'extrême-droite. Informer, mettre en garde, rappeler les faits historiques, c'est ce qu'ils essaient de faire au mieux. Déformer et manipuler, assembler des événements qui n'ont rien à voir entre eux ne sera jamais une bonne méthode pour combattre les ennemis de la liberté...

En 1998, avec pour slogan bilingue «La Bretagne contre le fascisme / Breizh a enep d'ar faskounzh» regroupant Ras l'Front et SCALP-No Pasaran ainsi que Breizh Etrevoade (le Breizh Internationaliste), une campagne a donné lieu à de multiples initiatives : affiches, tracts, carnaval antifa à Nantes avec plus de 8 000 personnes, manifestations... pendant les élections régionales.

Ils n'ont pas attendu Charlie Hebdo pour se retrouver confrontés à ces milieux et les jeter de plusieurs manifestations (la dernière fois encore en ce début 99 à Quimper lors d'une manifestation pour les écoles Diwan). Et Charlie Hebdo semble «oublier» de préciser que Breizh Info a été en procès pour diffamation contre Fernand Le Rachinel, ancien député européen du FN il y a de ça un peu plus d'un an... Quand le FN Bretagne et son petit chef local Marechal ont repris «La blanche hémine» de

G. Servat, chant de résistance hautement symbolique, celui-ci a dû batailler ferme pour dénoncer cette récupération et cette manipulation. Charlie Hebdo fera-t-il de lui aussi un collabo sans le savoir ?

Dans leurs petits salons parisiens, les antifascistes de Charlie Hebdo ont, il est vrai, préféré demander à l'Etat - dont on voit par ailleurs la politique en matière d'immigration - d'interdire le FN, que de le combattre avec des idées, des projets et des actions de terrain. Il serait sûrement plus salutaire pour Charlie Hebdo et ses

rédacteurs de prendre contact avec des groupes concernés que de répéter les diatribes de ceux pour qui toute revendication identitaire est à rapprocher des «fascistes» ou des «ultra-nationalistes».

Mais bon, c'est vrai que de Paris, la vue sur la «province» est bien plus et les préjugés bien marqués, sur ce, nous reprenez nos sabots et nos chapeaux ronds.

Laurent, RCO et Emgann pour le SCALP Naoned
SCALP c/o CERED BP 322 44803 Saint-Herblain cedex - Tél. : 06 14 87 48 31

Le «Gwenn ha Du» vu par Bernard Poignant

Un drapeau c'est un signe, un sens, une histoire. Dans le gwenn ha du il me manque un peu de rouge, une touche de «rou», la couleur du combat social, pour l'égalité et la liberté. Les hermines sont des petites bêtes innocentes mais je ne suis pas un amoureux positiviste de la duchesse Anne - pour reprendre l'expression de Morvan Lebesque. Les neuf bandes blanches et noires correspondant aux neuf pays-départements de Bretagne n'entraînent pas mon adhésion au slogan «breton et catholique toujours». Chacun a en mémoire les dérivés et compromis possibles de ce programme.

Que signifie alors cet emblème ? Est-il le drapeau d'un Etat ? Non parce qu'il n'y a pas d'Etat breton. Et je ne veux pas y voir ce signe parce que je ne suis pas séparatiste. Est-il le drapeau d'un peuple ? Non parce que je me sens appartenir au peuple français et je ne suis pas autonomiste. Est-il le drapeau d'une nation ? Non parce que même si cette possibilité eût pu exister, l'histoire n'a pas façonné de nation bretonne et il est aujourd'hui stérile d'imaginer qu'elle repasserait le plat.

Le crois que la population qui vit définitivement ou momentanément en Bretagne regarde l'emblème «blanc et noir» comme un signe de reconnaissance, chargé de beaucoup d'affection pour la région et d'attachement à son avenir. Elle ne le ressent pas comme un drapeau de libération nationale.

Deux événements récents illustrent bien le regard porté par cette population sur les couleurs. 12 juillet 1998, le footole bleu-blanc-rouge envahit les villes et les villages de France : il est le signe de l'appartenance nationale à l'occasion d'un grand succès sportif de son équipe, fier de la diversité de sa composition. Le drapeau est alors celui de valeurs, de principes, ceux de la République.

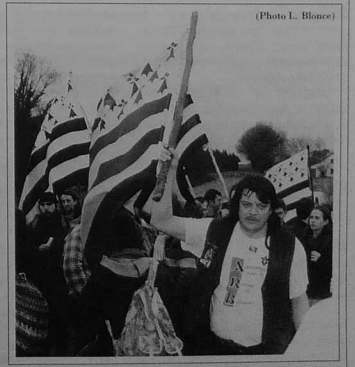
16 mars 1999 à Bercy, les «Bretagnes» se retrouvent autour de groupes musicaux qui ont en ce moment la faveur du public. Le gwenn ha du est très présent dans la salle : il est alors, à mes yeux, un signe de reconnaissance de celles et ceux qui ont choisi de vivre en Bretagne ou qui le feront dès qu'ils le pourront.

Les mêmes ont sans doute agité les deux emblèmes aux deux occasions.
Pour moi, le drapeau «bleu-blanc-rouge» est celui de mon pays, de la République française, du peuple auquel j'appartiens. Le drapeau gwenn ha du est celui de ma région, celle où je suis né et où je vis.

Aux côtés de celui de l'Europe et du blason de Quimper, tous deux flottent au fronton de la mairie dont j'ai la charge, les deux autres. Je les aime tous les quatre.

Bernard Poignant est maire de Quimper.

Ce texte est extrait du n° 1 de la revue «Hopala» (juin 99) qui remplace le titre «Noir et Blanc»



(Photo L. Blouze)

Meurlarjez

Pezh nevez Ar Vro Bagan

Emañ Strollad Ar Vro Bagan o sevel ur pezh-c'hoari nevez «Meurlarjez» diwar c'hoariva Roparz Hemon. Amañ e kavoc'h un displegan eus an abadenñ-se.

C'hoariet eo bet da gentañ e Landerne, Kann al Loar ha goude e Skaer (KEAV).

Goude an hañv e vo c'hoariet adarre, e Brest, Lezvenen, Plougerne hag all.

En ur grouiñ Gwalarn e 1925 e felle da Roparz Hemon nevezin al lennegezh vrezhonek, reiñ da Vreizh al lennegezh uhel par da lennegezh ar breizhoù all. Kaout a rae dezhañ ar penn kentañ da vihanañ, en 1925 gallet sevel Breizh a-nevez. «Kaskomp sevel ul lennegezh, hag ar peurrest a vo tizhet hep poan na fregas».

Bodet en deus en dro d'ar gelaouenn Gwalarn un nebeut skriagnerien hag o deus savet oberennoù a dalvoudegezh : Youenn Drezen, Jakez Riou, Langleiz, Maodez Glandour, Meavenn, hag all. Roparz Hemon e-unan en deus bet pleustrer kement tachenn-lennegezh a zo : ar varzhoniezh, an danevelloù, ar romantoù, troidigezhioù eus oberennoù talvoudus ar bed holl... hag ar c'hoariva eveljust.

Daou levr a zo bet moulet gant Al Liamm el lech m'emañ strollad ar pezhioù-choari skrivet gant Roparz Hemon.

El levrñ div : Ar bank oaled... E sonjoù hag e vennozhioù diwar-benn ar c'hoariva en deus displeget sklaer er gelaouenn Gwalarn.

Anat eo en deus savet e bezhoù-c'hoari diwar ar mennozhioù displeget er pennadoù-se hag a gaver, a-gevret gant kalz re all, e «Ur Breizhad oc'h adkavout Breizh». Petra oa ar c'hoariva e Breizh kent 1925, penaos e rankfe bezañ diwar skouer c'hoariva Bro Gembre ha Bro Iwerzhon. Petra eo hent ar skriagner e Breizh.

Diwar e sonjoù, en ur gemer da skouer un nebeut pezhioù-c'hoari, pe bennadoù pezhioù, pennadoù skrid eus «Ur Breizhad... ha barzhonegoù e savo Ar Vro Bagan un abadenñ kemmesket enni ar c'hoariva, ar c'homzoù plaen distaget war al leurrenn, ar varzhoniezh, ar c'han hag ar sonerezh...»

Pennadoù eus 6 pezh-c'hoari all :
«Binaouer ar glav hag an heol», Ur paotr yaouank a zilez ar bed evit mont d'en em gannañ evit e vro.
«Roperzh Emmet», an emsaver iwerzhonat barnet gant Bro Saoz evit bezañ graet emgleo gant Bro C'hall evit dieubiñ e vro.
«An ael aour», pezh-c'hoari barzhoniell diwar ur gontadenn a Vro Sina.

Lina (1926)
Un den yaouank, Jelvestr, dimezet gant ur vaouez koshoc'h egetañ a ya d'en em daoler dindan an treviz nozvezh diwezhañ ar bloaz.

Meurlarjez (1938)
Alois ha Dora, pastor ha gwreg e Bro Gembre, o deus bet ur c'hasedad bleuniou dervez Meurlarjez. Ur paotr yaouank, Meurlarjez, a zo en o zouez ; degas a ray kemm en o buhez... betek hanternoz.

Binaouer ar glav hag an heol (1950)
Ur paotr yaouank a zilez ar Bed-mañ da vont d'en emgannañ evit e vro.

Roperzh Emmet (1944)
Emsaver iwerzhonat lamallet gant Bro Saoz da vezañ graet emgleo gant Bro C'hall evit dieubiñ e vro.

An ael aour (1960)
Pezh-c'hoari barzhoniell diwar ur gontadenn a Vro Sina.

Ha **Mac Beth**, Shakespeare ; **Ar Roue Karo**, Carlo Gozzi, **Hipolitos**, Euripides ; o fevar lakaet e brezhoneg gant Roparz Hemon.

C'hoariet gant Strollad Ar Vro Bagan ; Jakez Ar Born ha Skolajidi Roparz Hemon.

Roparz Hemon assiste en 1926 au Congrès du Bleu-Brug de Vannes à la représentation d'une tragédie du prête vannetais Job ar Bayon, Nikolazig. Déçu par le spectacle, le jeu des acteurs, les décors, les costumes, le texte de la pièce et la mise en scène, il s'interroge sur ce que devrait être le théâtre breton en Bretagne, au vu des faibles moyens dont il dispose.

Inspiré par «Riders to the Sea» de l'irlandais J.M. Synge et «Cloud break-Y Darn Arian» du gallois A.O. Roberts, Roparz Hemon écrit «Lina», un drame conjugal d'une grande sobriété : histoire simple, unité de temps, de lieu, d'action, peu d'acteurs, peu de texte, peu de décors, un travail important sur la psychologie des personnages, sur la lumière...

Il poursuit sa réflexion sur la littérature et le théâtre, incitant les écrivains à aller à la découverte des littératures du monde entier. Son théâtre s'éloigne du drame quotidien pour aborder le symbolisme, la poésie. Avec Meurlarjez (Carnaval) il aborde le thème du personnage et son double, le masque, le rêve...



Roparz Hemon

Le rôle de l'écrivain dans la société, sa place dans le combat breton, sont ses préoccupations au cours des années 30. Son théâtre s'en ressent. Des extraits de «Roperzh Emmet», militant irlandais condamné à mort pour avoir pactisé avec la France contre l'Angleterre, et de «Binaouer ar glav hag an heol» (le joueur de binou de la pluie et du soleil) illustrent cette réflexion.

La fin de sa vie est éclairée d'un nouvel optimisme. Roparz Hemon écrit plusieurs pièces pour les enfants, augurant de la renaissance de la culture bretonne des années 70 et de l'enseignement scolaire breton. Des extraits d'un opéra chinois pour marionnettes «An Ael aour» reflètent cette ouverture sur les autres cultures du monde.

Dictionnaire des noms de lieux bretons

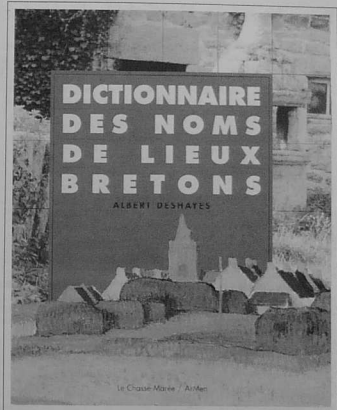
d'Albert Deshayes

A quand remontent nos noms de lieux ? Comment ont-ils évolué jusqu'à nos jours ? Autant de questions que l'on se pose maintes fois sur la signification, l'origine et l'évolution du nom d'une ville, d'une commune ou d'un lieu-dit.

L'étude des noms de lieux ou «toponymie», se base sur leur forme, leur origine, leurs transformations successives et le sens de leurs composants. Elle renseigne également sur l'histoire du peuplement et à cet égard s'avère fort précieuse pour l'anthropologie, ou étude des noms de famille.

L'auteur a voulu cet ouvrage accessible à tous, tant aux chercheurs qu'aux érudits amateurs et au grand public cultivé. Chaque terme étant répertorié, classé et étudié en fonction de thèmes. Un index facilite les accès aux différents termes et à leurs variantes graphiques. La grande érudition de l'auteur lui permet de signaler les équivalents comiques, gallois et irlandais des noms de lieux bretons : vous pourrez expérimenter votre nouveau savoir lors de vos futurs voyages chez nos cousins des autres pays celtiques !

L'auteur : **Albert Deshayes**, originaire de Pont-l'Abbé, est chargé de cours de breton à la Faculté de droit et des sciences économiques de Brest. Il collabore régulièrement à la revue *ArMen*.



La mouette et l'ajonc

de Jean-Jacques Monnier

Jean-Jacques Monnier est une figure connue et respectée du mouvement breton. Durant de nombreuses années, il a redressé et dirigé le journal «Le Peuple Breton» - Esprit brillant, spécialiste de la vie politique bretonne (il a soutenu avec brio une thèse sur le comportement politique des Bretons), il aurait pu facilement faire carrière dans un autre parti autre qu'un parti breton. Mais, son amour pour la Bretagne l'a emporté. Aussi, dans un roman autobiographique, il a décidé de nous conter la vie d'un militant breton ; ou plus exactement sa vie de militant breton. Cela débute très tôt (gamm) par une prise de conscience, un amour pour notre pays. Tout au long des diverses périodes de sa vie, on est frappé par la permanence de quatre caractéristiques : l'amour du pays, l'humanisme (ou la soif de justice sociale), la foi chrétienne et l'intelligence de l'auteur mise au service de ses idéaux. Une des premières figures de l'UDB, il nous décrit la vie de cette organisation de l'intérieur, nous narra ses désaccords et jettera parfois un regard critique. Le lecteur prendra plaisir à décrypter les personnages cachés sous divers pseudonymes (ex Roman Le Pagan, Le Coz, Troadek, etc.) : c'est un des attraits de ce livre. Cette vie militante remplie provoque des repercussions sur la vie familiale. Ces moments douloureux, racontés avec pudeur, grandissent, rehaussent, subliment l'engagement de l'auteur et donnent sa beauté au livre. Voilà ce qu'est l'engagement public au moment où l'on assiste à un repli sur les valeurs privées... En refermant ce livre, je n'ai pu m'empêcher de le résumer ainsi : humain, terriblement humain / breton, terriblement breton.

Hervé PERSON, salarié agricole

Jean-Jacques Monnier : «La mouette et l'ajonc» Terre de Brume, 119 F

La carte du Monde et des langues d'Europe. En breton, tout en couleur

TES publie la 1ère carte du monde politique en breton et la première carte de l'Europe des langues en breton. Cette carte murale double face, tout en couleur, est d'un format de 100 cm sur 130 cm. Elle est imprimée sur support plastique antireflet sur lequel il est possible d'écrire à l'aide d'un feutre à encre effaçable. Un exemplaire de la carte est mis gratuitement à la disposition de tous les établissements scolaires, collèges et lycées de Bretagne et de toutes les classes bilingues. Cet exemplaire est à retirer au CRDP de Bretagne, ou dans le CDDP et CLDP le plus proche de votre établissement. Prix de vente aux particuliers : 60 euros (393,57 FF).

Kartenn ar bed ha kartenn yezhoù Europa. E brezhoneg, e livioù penn-da-benn.

Kentañ kartenn bolitikel ar bed ha kentañ kartenn yezhoù Europa a zo o paouez dont er-maez eus embannadurioù TES. Daou du zo d'ar gartenn-mañ. Bras eo (100 x 130 cm) hag e livioù penn-da-benn. Moulet eo bet war baper plastik dillur ha moaien zo da skrivañ warni gant un cheion-feit a c'haller dverkañ e liv.

Anvioù kumunioù Breizh gant Ofis ar Brezhoneg

Gant ar Grezenn-enklask war an anvioù-lec'h o labourat e framm Servij ar Brezhoneg, deuet bremañ da vezañ Ofis ar Brezhoneg, ez eus deuet er-maez ul levr a vo talvoudus tre d'an holl re a ra bemdez gant ar brezhoneg. Anvioù kumunioù Breizh, holl anvioù kumunioù Breizh, pemp departamant evel-just, gant o stumm brezhonek skounekañ a vo kavel el levr-se. Ar stummoù-se, ar re nemeto erbedet gant ar Grezenn-enklask war an anvioù-lec'h evit skrivañ hon anvioù kumunioù, a zo da vezañ skignet hag implijet gant an holl. Setu perak eo bet lakaet ar chodou-post da heul an anvioù hag ivez ar genou pennañ ret evit skrivañ ur chomlec'h. 108 pajenn, roll brezhoneg-gallek ha gallek-brezhoneg. Evit kaout al levr-kas ur c'hakenn 40 lur mu. 8 lur freoù-kas, da lavaret eo 48 lur, da Ofis ar Brezhoneg, 10 strada Naonediz (rue Nantaise), 35000 Roazhon.

Noms des communes de Bretagne

La Commission de Toponymie, travaillant au sein de la Langue Bretonne, devenu maintenant Office de la Langue Bretonne, vient de publier un livre qui sera très utile à tous ceux qui veulent utiliser le breton quotidiennement : Noms des communes de Bretagne. Cet ouvrage présente tous les noms de communes de Bretagne, des cinq départements bien sûr, sous leur forme toponyme normalisée.

Ma beaj e Chiapas (1)

Bed ar chamaned gant Awen Prigent

Evit kregin gant istor ma beaj e bro Mexico 'mije c'hoant kontañ deoc'h ar pezh 'm eus gwelet pe klevet war dachenn speread indian ar chamaned hag an tokou touseg burzhudus.

Da lakaat ac'hano'h da gompren gwelloc'h, eo ret din e penn kontañ disklaeriañ anvioù 'vez roet d'ar chamaned du-hont.

«El Curandero» 'zo ur seurt medisin, gouest da bareañ an holl glevvedou en ur implij al louzou 'vez kavet war ar maezou, pe o lakaat ar c'hlerved da nijal kuit eus korf an hini klañv.

«El Brujo» 'zo techet muio'h da gompren gant speread fall, ur gwir galar, 'zo gantañ met implij a ra anezhañ gwir ha gwech all evit lazhañ tud eus peñ pe evit lakaat tud da vezañ klañv, amañ vefe tost eus ar sorseien.

Unan all, an hini krefivañ eo an «Nahual», tu dezhañ d'en em cheñch e pezh 'm eus c'hoant, kozh ha yaouank, pik pe vran, maen ha dour. Diouzh laret e vez tro da welout anezhañ, war dro kreisteiz, en e garr aour o nijal a us gwendennou ar menezioù, met diwallet dioutañ rak n'eo ket ar gwellañ mignon.

Arabat ankounac'haat ar Chaman, a zo un tamm eus tout ar re all met dedennet eo kentoc'h da vont gant an traoù vat. Sikouret eo gant e ganennoù sakr ha gant louzou krefiv evit mont e-barzh ar bed all, bed ar spereadoù hag an nerzhioù kuzhet.

A hent all, bet 'm eus klevet ivez 'oa tud vihan o vale pa oa erru noz, gwelet 'vez anezho war chouk ar menezioù pe a fied ar rinierou don... O anv, «Los Duendes» pe evidomp ar vugale noz.

Evit tostaat eus bed ar vajiñsiened on bet e penn kentañ en ul lec'h anvet San Andres Tuxtla e-barzh Stad Vera Cruz. Bep bloaz, e fin miz meurzh, en em gav ar «Curanderos» e mougev an diaoul evit parañ asambles an dud klañv deut da welout anezho.

Al lec'h se 'zo koachet e-barzh ar koadou don ha gleb, tost d'ul lenn strobinellet. Ret eo mont war e dreid ha kerzhout e-pad un eur evit erruout e traon Run ar Vougev. Aze 'zo ur poull dour, evit naetaat e gorf hag e ene a-raok pignat. Ar poull-se, iskis a-walc'h,

'zo leun e-pad an amzer sech'h ha goulo pa vez glav bil och ober.

An dud az a gwisket en dour betek an daoulin, goude 'teu ur chaman evit sikour anezho da vezañ glan. Kan a reont a stroll kantikoù hag a-wechoù e huchont evel bleizi evit lemel nerzhioù fall 'oa bet paket en o c'horf. Goude se eo ret gortoz un tamm a-raok mont betek ar roc'h toull, pep hini d'e dro da vezañ pareet. Tu 'zo bet din mont e-barzh gant tud all, nemet evit gwelout.

Bez 'zo leun a c'houlou koar e toull ar roc'h toull, c'hwec'h ha moged ar «Kopal» a ra poan d'an daoulagad, profet 'vez bleuniou war ar mogenoù Roc'h gleb.

An dour 'zo o liverañ e bep lec'h, an hent riboul zo hir, ret eo kerzhout pleget e-barzh an mailh evit mont war-raok. Al lid n'eo nemet evit ar re glañv pe an dud skuizh o deus c'hoant komer startijenn. Roet 'vez ur yar pe div da lazhañ, evel ur prof d'an doue evit sikour da vezañ ya'h.

Tremen a ra didrouz an traoù, ar pareer o tiskontañ goustadik evit badaouiñ ar c'hlerved. Ret eo deomp neuze kuitaat al lec'h evit ma n'ale ket ar c'hlerved an hon c'horf, piv oar e pelec'h emañ o vont an nerzhioù fall?

Diouzh ar pezh 'm eus komprenet evit bloaz eo bloavezh an c'hennou, bezañ kat da gompren pe chom hep gouzout, an nerzh da vezañ dieub ha mat pe chom bout en nerzhioù fall.

An dud a glask parañ a oar mat eo danjerus a-wechoù mont e-barzh ar roc'h toull. Ret eo bezañ prest evit non pas dont da vezañ sot.

Souezhet mat gant ar skiant prenet se 'm eus dibabet mont en ul lec'h pouezusoc'h c'hoazh war danvez ar Chamaned. Tapet 'm eus ur c'har boutin kozh ha divalav evit mont da Huautla de Jimenez e-barzh ar menezioù Mazatek.

Ar gêriadenn-se eus ar Stad Oaxaca 'zo anavezet er bed a bezh evit he c'halloued touseg burzhudus. E-barzh ar bloavezhioù 70, tud evel J. Lennon pe M. Jagger a zeue aze evit beajiñ un tamm gant sikour Chamaned. Diouzh laret vefe deut ivez Walt Disney, ha setu perak en doa kement a ijin evit ar filmou.

N'on ket eus ar re vrudet se, met c'hoant m'oa bepred gouzout muio'h

war an doare da gemer anezho ha da belec'h 'vezer kaset en ur dariva an tokou se.

Siwazh on deut un tamm re abred, ne oa ket erru c'hoazh koulz ar glav.

Debet 'm eus re sech'h hag eo ret debriñ anezho fresk. Gwelet 'm eus bepred penaos e tremene al lid. Da gentañ tout, an dud o deus c'hoant da vont gant ar champignoned hud evit ar wech kentañ, eo ret dezho chom war yun e pad hanter kant devezh a ra veaj. Arabat ivez c'hoan koukou e-pad ar prantad-se.

Evit ober ur veaj vat eo gwelloc'h kregin en un doare bennak, kregin en ur nerzh a-us ar re all a sikour an dud da vezañ gouiziekoc'h. Sonj a ra an indianed eo dreist ordinal an tokou touseg se, da laret int kroc'hen ha gwad an doueoù, ul louzaouenn kat da respont deoc'h evit n'forzh peseurt goulen.

Arabat ober goap diout, ret eo kaout doujañs ouzh he galloudoù gwirion. Amañ e Breizh eo bet kollet al lid, met tu zo kaout ar memes tokou evit e Bro Mec'hiko, «les Pajaritres» pe en brezhoneg an evniged o vont tost ouzh kaoc'h saout ar pradou.

Erruet an noz e krog an abadenn :
- Ret eo kregin an tan er «Kopal» (koad sakr) evit lakaat al lec'h da vezañ glan.



Ar chamanez Nimez Maria Sabina

- Ret eo debriñ kigenen kri evit non pas bezañ kollet er bed all.

- Debret 'vez ivez kakao profet d'an douar, an dour, an aer hag an tan.

- Enaouet 'vez goude 13 tamm koad evit kanañ ha kaozeal gant an tokou touseg.

An indianed 'zo bet kristenezad, setu perak e implijont skudennoù Jesus hag ar Werc'hez evit gervel nerzh an speread. Bepred 'chom indian al lid 'blam 'vez kanet en ur yezh indian hag ar bed e lec'h vez kaset 'zo tostoc'h eus an douar evit un iliz.

Arabat din laret tout met debret 'vez daou gabell touseg, unan du, unan gwenn, unan «plac'h» hag egile «paotr». Ar stumm d'ober amañ eo doare ar pobl Mazatek, n'ouzon ket petra 'vez implijet gant poblou all, kement a louzaouennou 'zo en douar Amerika.

Kanaouennou ar Chaman a lak ac'hano'h da vont primoc'h er bed kuzhet ha skoazellañ 'ra mat pe 'vez kudennoù bennaket.

Kinnig a ran un tamm eus ur gansouenn ar chamanez vrudetañ, da laret eo Maria Sabina eus Huautla. «Me 'zo ur plac'h a ouel, Me 'zo ur plac'h a gomz, Me 'zo dougerez, Me 'zo ur plac'h speread, Me 'zo ur plac'h a hud, Me 'zo Jesus, Me 'zo Sant Per, Me 'zo ur sant, ur santez, Me 'zo plac'h an aer, plac'h a sklerijenn, plac'h glan...». An droc'hadenn-se a ziskouez mat nerzh ar Chamaneg gant al louzaouenn pa ouzer ober gant.

Maria Sabina a lare «An tokou touseg a ziskouez dit penaos 'oas babig e-barzh gof da vamm, te eo gwreg atrou ar menezioù. Ur plac'hig vihan on, met tu 'zo din kaozeal gant an hendadou, hag a wechoù e ouelan.

Tout ar pezh 'zo da c'houzout 'zo e kreiz. E-barzh ar skouarn hag e kreiz hag e-barzh ar skouarn all emañ ar genioù». En he sonj, ar champignoned a sonj. Diskouez a reont al livioù kuzhet, deskin a reont ar pezh 'zo donoc'h enomp, a galon.

Tu 'oa dezhi da lenn en dud levr o buhez tremenet hag ivez hini an dazot, evit 'se eo oa moaien dezhi da bareañ ne forzh peseurt klevved.

Laret 'vez poan gorf, poan speread. Arabat bepred c'hoari gant ar blantenn, Maria oa bet desket gant tud o doa desket gant o zadou kozh. Pa ne vezer ket prest, ar veaj 'zo un ifern, ur veaj en aon, aon da welout piv omp e gwirionez.

Koulskoude meur a wech ar veaj eo lenn ar garantez, tarivaet 'vez ar bara-



La fondation de Tenochtitlan

doz ha kuitaat kudennoù ar vuhez bemdez. Komprenet 'vez gwelloc'h abalamour da betra 'omp war an douar hag hon nerzh vat 'zo krefivañ.

Bez 'zo ur vaouez kozh 'n eus laret din ne oa ket aet biskoazh e-maez eus he farrouz, met gant galloud ar c'hebell 'oa tro dezhi fouetañ an bed a bez, deserz ar Gobi evel Bro Afrika. An ene a teu maez eus ar c'horf, dezhan da nijal betek al lec'h 'm eus c'hoant er c'houlz dibabet. N'eus ket tu ken rannañ an amzer hag an hentou 'zo diharzet, Dieub evel un evn, ar speread a nij.

Ar champignoned 'zo un hengoun indian diaes da zegas amañ e Breizh abalamour m'hon eus kollet kalz eus galloud mont ha dont eus ar bed all, bed ar re varv, bed an anaon hag ar baradoz kuzhet.

An tamm 'se eus ar veaj oa e miz kentañ ha ret vefe din mont en dro evit resisaat ha donaat an enklask. Tu 'zo bet deoc'h tariva un tamm bed ar chamaned ha ma 'o eus c'hoant gouzout muio'h diwar o fenn e kinnig levioù da lenn. Bez 'zo levioù Castaneda, a oa bet o teskin e-pad bloavezhioù gant ur chaman anvet Dom Juan. A hent all 'zo ul levr dedennus tre diwar benn al louzaouennou sakr (Plantes des dieux, éditions du Lézar) pe unan all e spagnoleg (Conversations con Maria Sabina y otros Curanderos).

Evit echuiñ 'm eus c'hoant skrivañ un tamm eus diougan Gwenn'hlan.

«Pa vin ket klasket vin kavet, ha pa 'yan klasket ne don ket ne vem petra a c'hoavezo peza a zo dileet a vezo»

A.P.

Heritopa

Journées internationales au Pays Basque

Le 10 juin dernier, le collectif Heritopa (association internationaliste du pays Basque-Nord issue de la gauche abertzale) organisait des journées internationales, des militant(e)s de ce collectif avaient pris part à la marche pour l'indépendance en avril dernier entre Redon et Pontivy. Au cours de ces rencontres une cinquantaine de personnes sont venues écouter à Ustaritz des représentants du FLNKS (Front de Libération National Kanak Socialiste), du PKLS (Parti Communiste pour l'Indépendance et le Socialisme de Martinique), et d'Emgann qui animèrent un débat sur le thème « Quel projet institutionnel pour le 3ème millénaire ? ». Une soirée placée sous le signe de la solidarité internationale, où chacun a pu expliquer les situations propres à chaque nation, notamment les différents processus d'unification des organisations luttant pour la liberté de leur pays, et souligner les convergences communes. Un rendez-vous qui en appelle d'autres.

Assassinat de Matoub Lounès Un an après !

Un an après le lâche assassinat de Matoub Lounès, la vérité sur les tenants et les commanditaires de cet ignoble acte ne sont pas encore connus par l'opinion publique. Au fait, à qui profite le crime ? Nous attendons toujours à ce que la vérité, toute la vérité et rien que la vérité sur cette affaire voit le jour.

La disparition de Matoub Lounès a été un coup de plus porté à l'amazighité (berbère), la démocratie et les droits de l'Homme. Cela est attristant. Ce qui l'est plus, c'est le fait que les autorités algériennes n'ont même pas daigné mener une enquête dans les règles normales (études balistiques, reconstitutions, analyse de l'ADN...). Par ailleurs, nous nous interrogeons sur le silence des autorités algériennes et en particulier sur celle du Général-Président Zeroual au moment même où le Président Chirac dénonçait ce crime depuis la Namibie tout en présentant ses condoléances à la famille du défunt.

Un an après l'assassinat de Matoub Lounès, la loi d'arabisation est toujours en vigueur. Toute sclérote qu'elle soit, les autorités algériennes s'efforcent de l'appliquer pour évincer l'usage du français et du même coup celui du berbère. Les récentes déclarations de Bouteflika sur l'ouverture de l'enseignement aux langues étrangères ne sont-elles pas une remise en cause de cette loi ? Qu'attend-t'il pour changer ?

Un an après, nous réaffirmons notre attachement à la défense de la langue berbère. Nous réaffirmons notre combat pour l'abrogation de la loi d'arabisation, loi qui inscrit dans la droite ligne des politiques d'assimilation linguistique et culturelle des politiques pratiquées par les régimes arabo-islamiques depuis l'invasion de l'Algérie (Afrique du Nord) au 7ème siècle après J.C.

Tamazgha

Collectif pour l'abrogation de la loi d'arabisation en Algérie.

Jean-François Bernardini (I Muvrini) sur France-Inter

J.F. Achilli. Jean-François Bernardini, vous avez défendu par le passé la cause nationaliste d'une façon très marquée, dans vos chansons notamment, où en êtes-vous aujourd'hui avec le mouvement sachant qu'une grande majorité de Corses veulent rester rattachés à la République ?

J.F. Bernardini. Vous savez, d'abord il faut être très prudent quand on utilise des mots dans lesquels nous ne mettons pas tous, les uns et les autres, le même contenu.

Si un citoyen Irlandais, Italien, Calédonien ou Kosovar attaché à sa terre, à sa langue, à sa culture est un nationaliste, alors je le suis !

Si être nationaliste, c'est montrer du doigt celui qui n'est pas de votre communauté et vouloir conquérir d'autres terres, si c'est se nourrir d'un esprit sectaire ou nationalitaire fondé sur l'ethnisme, d'une identité avec le refus de l'autre et l'hostilité, alors je n'en suis pas !

Elections professionnelles de 1999 :

Le STC et le SOE s'associent pour des listes communes

Le Syndicat des Travailleurs Corses et le Syndicat Occitan de l'Education présenteront des listes communes aux prochaines élections aux commissions paritaires nationales concernant les enseignants des premier et second degré.

Ces listes «nationales» seront ouvertes aux collègues des autres «minorités» de l'Etat français. Ainsi, la liste «nationale» des professeurs certifiés - les plus nombreux dans le second degré - comprend déjà des alsaciens, des basques et des catalans.

Cette présence unitaire est une première et doit permettre de mettre en avant des revendications communes que les syndicats «traditionnels» ne prennent pas en compte.

Pour une présence des peuples de France aux prochaines élections professionnelles.

Contactez-nous ! Votre participation est indispensable pour réussir à compléter les listes.

SOE : BP 6 - 33450 St Sulpice - tél-fax : 05 56 30 22 39



Matoub Lounès

Gouezeleg e Parlament bro Skos

Yezh ofisiel e vo ar gouezeleg e Parlament bro Skos, sed a zo bet diferet gant ar bodad karget da sevel reolennoù mont-en-dreaveil a 170 pajenn e kreiz miz genver. Un diverradur e gouezeleg hag en pemp yezh muiañ komzet gant ar c'hunioù-yezh embroet a zo da zont da heul.

Tra ma vo ar saozneg yezh-labour ordin ar Parlament, e vo tu d'ober gant ar gouezeleg gant ma vo roet da c'houzout en arak, ha bez e vo kement ardivink ret evit treiñ war an taol ar prezegennoù distaget e gouezeleg, ha d'o taketañ en div yezh e danevell-skrid ketridiel ar Parlament.

Ar pezh a vo a-wal d'an holl en un doare splannooc'h eo ar panellou ; gouezeleg warno koulz ha saozneg, eo erbedet o staliñ er Parlament gant ar bodad. Ouzh-penn-se, e vo embannet ingal evit ar gouezelegien ur c'hannadig en o yezh gant servij-kelaouiñ ar Parlament.

Degemer mat 'zo bet graet eta gant difennerien ar gouezeleg d'ar c'hinnigou-mañ, goude dezho bezañ bet o stourm kalet evito. Dipitet int avant gant ar al. Ober le a vo ret d'ar gannaded, e saozneg da gentañ-penn, zoken ma vo atreet e ober e forzh peseurt yezh all da eil - un distregañs e-keñver ar gouezeleg eo evit ar stourmen. Met ar stêr a zo gant al a hini, peogwir e touer chom feal ha leal d'ar rouantelezh. Un dicheadennenn evit o hegin, ha tra ken, a lar ar vroadelourien hag ar sokialourien.

N'eo ket sklaer tamm ebet hag en e vo eus ur poellig bennak, pe eus ur c'hargad a-ratozh evit ar gouezeleg er Parlament, na kennebet eus ur c'hoskor a droerien. Ne lar ket an danevell-kennebet hag en 'vo gwir gant ar velestrid da genskrivañ gant o diennid e gouezeleg.

Diwar Carn n° 105

Lettre de Norvège Intolérance envers la langue bretonne

Les mouvements «Libre Pensée» et «Europe et Liberté» (ou est-ce la même chose ?) ne sont sans doute que des groupuscules sans avenir, tellement ils sont rétrogrades. Il est cependant incroyable de voir dans le monde de l'Ouest, des gens mettre leurs efforts au service de l'intolérance et du fanatisme qui les renvoient aux années 1790. A côté d'eux les membres du Front National paraissent des enfants de choeur ! Les arguments qu'ils développent contre la langue bretonne sont pour le moins peu réfléchis et j'ai écrit quelques commentaires sur l'article de E. Le Moigne publié dans le dernier numéro de mai de «Emgann». En même temps, je suggère une action qui pourrait bien être efficace pour faire changer l'attitude de certains francophones envers la langue bretonne et envers les autres langues minoritaires.

Les problèmes de la Belgique ne proviennent pas du fait que deux langues principales soient parlées sur le territoire, mais de l'opposition de la communauté flamande à la communauté wallonne qui a essayé d'imposer, par le passé, le français à toute la Belgique, à l'image de ce qu'a fait la communauté francophone en France.

C'est un étudiant à Lille à une époque où les flamands devaient encore barboter les panneaux écrits en français dans la zone flamande, pour faire respecter leur langue. S'il y a du côté flamand du ressentiment envers les wallons aujourd'hui, ce n'est qu'un juste retour de bâton. Ce n'est pas le fait que deux langues coexistent qui est le problème, c'est le fait que les francophones ont voulu la disparition du flamand ! Dans d'autres états comme en Suisse, qui ont une histoire différente, plusieurs langues coexistent sans créer de problèmes particuliers.

L'attribution à la langue des conflits de groupes aux USA ne sert qu'à créer l'amalgame. Il n'y a pas encore longtemps la société nord-américaine était dominée par le WASP (White Anglo Saxon Protestant). Cette société traitait de «Golly Wogs» (sales nègres), les américains d'origine latine, y compris les français et considérait les irlandais, pourtant parlant anglophones, comme inférieurs. Il n'est pas dominant, avec cet héritage, que les groupes minoritaires, aujourd'hui, ne soient pas accueillis à bras ouverts, mais ce n'est pas une affaire de langue, c'est une affaire raciale. La plus belle preuve en est que le groupe le plus exclus, les noirs, parlent un américain parfait.

Ce n'est pas la différence de langue qui crée les conflits, c'est le racisme et l'intolérance, et l'adoption de la langue du plus fort par le plus faible n'arrange rien à l'état des choses. Les vies violentes de l'histoire se sont passées lors des guerres dites civiles, et ce n'était pas un problème de compréhension linguistique. Autant que je sache les nazis ne faisaient pas non plus de différences entre un juif germanophone et un juif francophone !

L'argument de dire qu'il faut savoir le français pour trouver du travail en France me semble d'une autre époque et me rappelle ce que me disait un ancien bretonnant : «Que fera-t-on avec notre bre-

ton si on va à Bordeaux, on est avancé avec notre breton !». Il sous-entend évidemment que le français par contre, était la solution du problème. Dommage qu'il n'ait pas l'intention d'aller un peu plus au sud ! Devoir aller en France chercher du travail quand on est né en Bretagne est déjà le signe d'un sérieux problème, et la dernière solution à ce problème devrait être celle d'avoir à apprendre le français, si tant de bretons ont dû quitter la Bretagne n'est-ce pas en grande partie justement à cause de la démolition de la communauté bretonne toute entière, elle-même due à l'interdiction de la langue bretonne ? Aujourd'hui encore les psychiatres voient facilement les effets néfastes de la débretonnisation brutale en Basse-Bretagne. Pour ma part, je n'ai guère envie de vivre en Bretagne, quand je vois les miettes qui sont accordées au breton, ma langue maternelle. Tous les bretons n'ont certes pas forcément l'envie de rester au pays où ils naissent, mais dans ce cas, faire des monolingues francophones des candidats au voyage est leur rendre un bien mauvais service. L'anglais est la langue internationale qui permet de se faire comprendre à peu près partout ; autrement, pour s'intégrer quelque part, on a le choix entre pas mal de langues suivant le lieu de destination ; pour moi c'est la Norvège, et j'ai appris le norvégien. Le français ici, sur le plan pratique, est parfaitement inutile comme il l'est dans la plus grande partie du monde. Il ne faudrait pas croire que le monde est prêt à abandonner les langues qui ne seraient pas classées «de grande communication» par nos francophones et on ne peut vivre facilement en Norvège aujourd'hui sans connaître la langue norvégienne ; si presque tout le monde peut communiquer en anglais, on n'a aucune chance de se faire intégrer sans parler la langue du pays. Les auteurs de «Libre Pensée» ont de toute évidence une vue française étonnée de la situation et parlent sans expérience. Leur vue se limite à leur «république» dans un contexte universel cette vue devient ridicule.

À qui sert à un provincial de savoir le français ? Certes, il pourra aller travailler dans un bureau de poste en Bretagne parce-que le français y est obligatoire ! La Bretagne c'est loin et le climat n'est peut-être pas à son goût ! En regardant sur une carte d'Europe, je m'aperçois que plus près de chez lui, il est parlé l'italien, l'espagnol, le basque, le catalan, l'allemand, le flamand, le hongrois, le tchèque et pas mal de langues des balkans dont je ne connais pas les noms. Le français abandonner le provincial pour devenir monolingue francophone et travailler éventuellement en Bretagne ne me semble pas avoir d'intérêt pratique, même s'il doit quitter sa Provence. On peut dire la même chose de beaucoup d'autres régions



Le breton, langue d'avenir (Photo Louis Blouin)

de l'état français. Avec les déplacements en avion d'aujourd'hui, même la péninsule bretonne est plus proche des territoires anglophones qu'elle ne l'est d'une grande partie des régions francophones. La langue française a drainé une grande partie des travailleurs bretons vers la France ; avec l'anglais un monde plus grand et peut-être plus hospitalier leur aurait été ouvert ; n'oublions pas le nombre de bretonnes qui ont rempli les trottoirs parisiens !

Les arguments de nation, de république et autres sont tout à fait en dehors de ma compréhension. Le premier souci d'une communauté ou d'un état ne devrait-il pas être d'assurer le plus de bonheur possible à ses membres ? Evidemment la France est divisible, ce n'est pas un papier appelé constitution qui change les humains. Les Corsais n'ont pas les mêmes soucis que les Bretons, les Basques, par les mêmes que les Alsaciens et personne n'a les mêmes problèmes que les parisiens ! Ou est le problème de chercher les meilleures solutions pour tous ? Si la solution passe par une Europe des régions et la disparition de la France qui n'était pas après tout éternelle, ou est le problème ? Il semble seulement être dans l'esprit des idéologues ; on connaît le résultat des idéologies humaines qu'elles soient fascistes ou communistes, ou basées sur l'intolérance, comme celle de «Libre Pensée».

Bien sûr, il y aura un coût pour le bilinguisme ou le trilinguisme dont la Bretagne et les autres endroits ont besoin. Ce coût est cependant négligeable lorsqu'on le compare au coût total de l'administration française, sans doute la plus compliquée du monde ! Il serait tout à fait normal qu'une partie des vastes sommes utilisées pour la propagande de la langue française à travers le monde soit utilisée pour le breton, le corse et autre. Si coût il y a, est-ce que la moralité et la justice humaine ne doivent pas passer en priorité ? Il serait aussi moins cher pour une société de ne pas soigner ses malades, de ne pas s'occuper de ses vieux et même de se débarrasser par exemple de ceux qui ne satisfont pas un certain coefficient d'intelligence ! Certains s'y sont essayés il n'y a pas longtemps. Veut-on une société qui respecte

les valeurs humaines ? Ce n'est pas une question de coût mais de priorité et d'organisation.

La plupart des bretons ne connaissent pas leur histoire et ne se rendent donc pas sur le territoire breton. Une des employés de la Maison de la Bretagne à Paris, originaire de la ville de Brest, me disait, il y a quelques années, qu'avant de venir à Paris, elle ne savait pas que la langue bretonne existait. Même «Libre Pensée» acceptera sans doute que maintenir les gens dans l'ignorance n'est pas souhaitable et de toute façon impossible dans notre société de communication. L'histoire en Bretagne pourrait bien aussi ne pas avoir la mémoire courte : le réveil devrait être d'autant plus brutal que la langue est toujours interdite et mourante. Le film «Brave Heart» a donné son parlement à l'Ecosse d'ont : en voyant ce film, beaucoup d'écossais ont découvert que leur union avec l'Angleterre n'était pas une histoire d'amour et quelle n'était pas conforme à ce que les manuels scolaires enseignaient ! On ne peut pas imaginer que les bretons acceptent en masse, encore longtemps, sans réagir, leur passé récent fait de honte et d'humiliation aux enfants qui parlaient breton. Réparation devra être faite.

Aujourd'hui la langue française est toujours interdite et le français, inutile sur le plan pratique dans un contexte international, est imposé. Cette langue n'est pas la langue du cœur en Basse-Bretagne. Elle était pratiquement étrangère, il y a à peine 50 ans d'un demi-siècle, le besson, aujourd'hui, est sur une autre langue internationale : est-ce que ce sera le breton qui coexistera finalement avec l'anglais en Basse-Bretagne ? Ce serait l'évolution normale dans un monde libre d'aujourd'hui qui combine à la fois les racines et l'universel. Mais il y a les fortes réactions, l'idéologie française qui s'oppose à cette évolution. Cette idéologie est semblable à celles qui ont généré l'esclavage en son temps, au nazisme, au communisme, la loi qui fait du français la seule langue officielle en Basse-Bretagne est immorale, le fait que la plupart des gens ne protestent pas ne rend pas plus morale pour autant. Les humains sont ainsi faits que relativement peu d'esclaves oubliaient pour changer leur sort et que certains juifs travaillaient pour les nazis.

Lorsque je suis allé à l'école en 1957, je ne savais que le breton, et, si la langue bretonne n'était plus interdite par la loi française, dans les faits elle était encore bien interdite, et je crois avoir le droit de dire «plus jamais ça» avec les juifs et autres victimes de la mécanique humaine. Que les choses mettent du temps à évoluer dans le système français extrêmement rigide, peut se comprendre. Que des gens comme ceux de «Libre Pensée» ou de groupes similaires fassent recours à une idéologie basée sur l'intolérance et la loi du plus fort pour vouloir empêcher le changement de l'état des choses, est inacceptable. Expliquer qu'on puisse trouver des bretonnants parmi eux relève du travail des psychologues.

La reconnaissance des langues minoritaires montre bien les limites de la démocratie à la française qui ne respecte pas les minorités. La plupart des français n'étant même pas concernés par le problème des langues minoritaires, on ne voit pas comment il serait possible aux bretons, basques ou autres d'obtenir l'appui du parlement français pour officialiser ces langues, puisqu'ils seraient forcément mis en minorité. Ce sujet ne devrait évidemment pas concerner le parlement français, mais les assemblées bretonnes, basques, etc... Si les choses évoluent favorablement c'est sur-

tout grâce à la pression internationale et c'est là que nous, locuteurs de langues minoritaires, devons chercher appui. Dans le monde occidental, l'intolérance dont il est question ici est spécifique à la culture française et a été peut-être générée par la centralisation d'après la révolution de 1789. Des réflexions telles que celles de «Libre Pensée» sont inconcevables en Scandinavie et sans doute dans le reste du monde occidental d'aujourd'hui. En Norvège les affirmations de «Libre Pensée» dans ce domaine seraient poursuivies par la justice au même titre que la discrimination raciale et l'incitation à la haine ethnique ou raciale.

Je me souviens avoir interpellé un représentant de l'ambassade de France d'Oslo sur la situation faite aux autres langues que le français dans l'état français et de son embarras devant l'auditoire norvégien. Cette situation d'intolérance linguistique en France commence à être connue internationalement, il faut le dire surtout par l'acharnement de l'administration française à répandre leur langue dans le monde.

Cet acharnement fait plutôt sourire : même à Stavanger il y a un centre franco-norvégien qui vit sur l'argent des contribuables de France pour répandre la bonne langue !! On voit bien que tout ceci serait très vulnérable à l'information sur la situation réservée aux autres langues, qui dans ces centres est soigneusement cachée ou ignorée. Il faut que tous les bretons de la diaspora et les membres des autres minorités de l'état français informent leur ministre des affaires étrangères et les parlementaires locaux de ces centres de culture française, de la situation des langues minoritaires dans le territoire de l'état français. Ils contribueraient ainsi certainement à faire évoluer la constitution française dans un sens favorable à nos langues. En Scandinavie cette information aux ministères des affaires étrangères se fait régulièrement.

Si certains souhaitent des détails pratiques, ils peuvent me contacter sur mouleg@online.no

Breiz ar Mouleg
Halsfjord - Norvège

Diwan Breizh et la Charte Européenne

L'Assemblée générale extraordinaire de Diwan Breizh, réunie à Carhaix le 26 juin 1999

1. réaffirme l'importance de l'attribution aux écoles associatives en langue régionale d'un statut public adapté à leurs besoins, pour l'élaboration d'une véritable politique de promotion de ces langues.
2. rappelle qu'il ne reste que deux mois pour préparer la rentrée scolaire 1999, et demande aux élus locaux ayant témoigné leur émotion à l'annonce du Président de la République, d'aider l'association à reprendre aujourd'hui, sur le terrain, aux nombreux problèmes concrets auxquels elle doit faire face au lycée de Carhaix, au collège de Quimper, et aux écoles de Brest-Pont Nevez, de Commana et du Faou.
3. exprime son soutien aux initiatives parlementaires ayant pour but de permettre à la République de ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.
4. demande l'adoption d'une loi fixant le cadre d'une politique cohérente d'aménagement linguistique dans l'enseignement, les médias et la culture.

Le Conseil Culturel après l'avis du Conseil Constitutionnel

La signature par la France, sur décision du Premier Ministre et avec l'aval du Chef de l'Etat, de la Charte Européenne, même réduite à ses aspects les plus minimalistes, semblerait marquer une timide ouverture vers la démocratie culturelle. L'avis négatif du Conseil Constitutionnel, formulé aux termes d'une gravité exceptionnelle, atteste à nouveau la volonté d'éradiquer culturelle de la Bretagne.

Le Conseil Culturel, avec le mouvement associatif breton, continuera à travailler pour le progrès, le développement et la démocratie sur le terrain qui est le sien. Dénonçant une situation qui recèle tous les dangers, il en appelle à ses élus et leur demande d'intervenir avec célérité, détermination et efficacité pour la Constitution, dans le respect des Droits de l'Homme tels qu'ils sont définis dans la Charte Européenne des Langues Minoritaires.

Le bureau de Conseil Culturel de Bretagne.
Roazhon - Rennes 21.06.99

Ofis ar brezhoneg o krouin plasoù labour

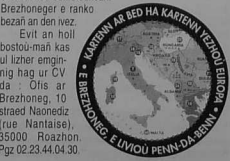
Emañ Ofis ar Brezhoneg o klask evit e lechiad e Karrez (postoù da vezañ krouet e-kerzh diskar-amzer 1999) :

Ur sekretour leun-amzer : ober war-dro sekretouriezh lechiad Karrez. Bezañ gouest da verañ ur gontouriezh eun a vo deuet mat.

Ur post trouer leun-amzer. Ur post trouer leun-amzer e framm ur gevrat «implij-yaouank».

Klask zo ivez war unan bekk evit ur post CES. Labour kompenn an ti ha skoazellian peurrest ar skipañ el labourour sekretouriezh. Brezhoneger e ranko bezañ an den ivez.

Evit an holl bostoù-mat kas ul lizher emgontig hag ur CV da : Ofis ar Brezhoneg, 10 stred Naonedez (rue Nantaise), 35000 Roazhon, Pp.02.23.44.04.30



D'un Malouin exilé à Paris

Demat !
Étant moi-même breton (d'origine malouine), mais vivant à Paris, je suis très touché par votre dévouement pour défendre notre cause nationale. Aussi, je souhaiterais savoir comment adhérer à votre association (vous trouverez ci-joint, une demande d'abonnement à Combat Breton), et si elle existe aussi à Paris car je souhaiterais m'impliquer plus fortement (en parallèle avec mes études), activement en attente de résultats de première année de Doug.

Dans l'attente de votre réponse, je voudrais vous féliciter pour votre article sur l'histoire de l'huile de Cancale (Combat Breton n° 163). En effet, étant moi-même de la région (le Vivier sur Mer pour être précis - 1er centre de production mytilicole de Bretagne, et même de France) et de famille malouine, nous avons apprécié votre énumération point par point des différences entre la cancalaise et les huiles de ces autres franco-normands (naville que l'on retrouve aussi avec les rogats entre la Cancalaise et la Granvillaise ainsi que dans les bouchots). Encore bravo ! Kenavo.

Breiz

Madame, Monsieur,

Je suis tombé, tout à fait fortuitement, sur votre site internet. Quel que n'étant absolument pas breton, je vous donne toute ma sympathie et je m'abonne à votre mensuel. Bien à vous.
J.D - 14350 La Gravée

A propos de la Gouel Erwan

A l'heure où l'Erwan se dot d'œuvres pour une entente nationale visant à l'élaboration d'un projet commun minimum pour notre pays (statut particulier d'autonomie, statut pour la langue, etc...) il est clair qu'il serait une répétition de provoquer une raison de plus de s'entre-bouffer, et tout cela pour une date, même si celle-ci n'est pas sans importance ! Je fais référence bien sûr à la date de la fête nationale du peuple breton.

Il ne saurait être question à mon sens de provoquer de nouvelles mesententes entre les militants (il y en a assez comme ça !), risquant de mettre en jeu le début d'espérance d'une hypothétique, mais souhaitable, reconnaissance sur les thèmes les plus urgents sus-cités. Après tout, pourquoi m'y aurais-je pas deux fois ou commémorations de notre entente nationale ?

La gouel (ou fest) Erwan semble prendre un aspect plus festif que Gouel Broade Pobl Vreizh. Travaillons donc à lui donner un aspect résolument laïc (que les religieux fassent ce qu'ils veulent du moment qu'ils n'imposent pas leurs pratiques à l'ensemble de la société) et festif afin d'accroître le sentiment national de notre peuple (en y joignant un aspect thématique tel que la solidarité, le brezhoneg, l'histoire, etc...). La commémoration de la bataille de Ballon, point de départ de la fête nationale du peuple breton (deuxième fin de semaine de juin), pourrait prendre un aspect plus politique et revendicatif, ainsi que l'occasion de rencontres plus militantes.

Loin de s'opposer, ces deux aspects peuvent se compléter et participer à en fait ce pour quoi nous militons : la conscience des bretonnes et des bretons à constituer une entité populaire distincte, donc une nation, et à pouvoir revendiquer leur liberté culturelle, linguistique, économique... et donc institutionnelle.

Marcheg

A propos du Kosovo

Je suis un militant breton depuis l'âge de 20 ans et en ai 53 (ans). J'ai eu l'honneur de servir mon pays dans le cadre du FLB.

Aussi, je vous écris pour vous dire ma stupefaction et mon écœurement de voir dans le dernier numéro de Combat Breton l'article sur «OTAN, unique agresseur». C'est un article de folie pure, allant contre toutes les évidences, contre le sentiment de notre peuple. Toutes les populations d'Europe savent bien que c'est l'agresseur, Milosevic, l'assassin et pas seulement au Kosovo (...). Je suis blessé, humilié de voir mon journal aux côtés de telles ordures. J'ai regardé «Charlie Hebdo», à qui je voue une «certaine» hostilité pour leurs positions franchouilleries. Qu'éte n'a pas été ma surprise de voir qu'ils étaient contre Milosevic (...).

J'ai bien vu que sur l'autre côté de la page, il y a un article montrant l'esprit des Serbes depuis longtemps (ça c'est un document), pas de la bouillie idéologique. L'un m'excuse pas l'autre (...). Pourriez-vous faire quelques articles de vérité (même si c'est vulgaires) sur la réalité du Kosovo ? C'est d'autant plus facile que l'analogie état serbe-état français, minorité albanaise-minorité bretonne est évidente. D'ailleurs, les Albanais du Kosovo ne sont pas une minorité en Serbie, c'est un fragment de l'Albanie tombé sous l'autorité d'un pays étranger. De même, le peuple breton n'est pas minoritaire, c'est une nation opprimée.

Et ne me parlez pas de lutte contre la France à cette occasion. J'ai lutté contre la France avec des bombes et je me réjouis des difficultés de la France en Corse et en Bretagne. Mais, en ce moment, je ne peux protester contre l'action de l'état français au Kosovo.

«Hain Yves LESQUEFF

Lanveur, 23/07/1997



Per Loquet, président de S.N.C. et Yvan Chouquet lors des 30 ans de Skoazell Vreizh à Carhaix

ADKOMANANT - KOMANANT ● Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujet d'ar stad c'hall) 170 L e lech all - Skoazell - 200 L da vihanad
150 F par an (pour la Bretagne et pays sous domination française) 170 F ailleurs - Soutien - 200 F minimum

Anv/Nom

Raganv/Prénom

Chomlec'h/Adresse

Da gas da/A envoyer à : EMGANN, BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX

Notre 40€ - 02.26.44.09.34

Manif à Lorient, samedi 14 août, à 16h, place de la mairie

Brezhoneg ofisiel ! Breizh dieub !

Cette fois, c'est clair. La France a montré son vrai visage, après des années de fausses promesses, de belles paroles, de tergiversations, elle refuse de ratifier la charte européenne des langues minoritaires.

Pendant plusieurs années, nos élus n'ont pris aucune initiative sérieuse en faveur de la langue bretonne, arguant du fait qu'il fallait attendre que la France signe et ratifie la charte. Certains de ces mêmes élus ont l'air de s'étonner du fait que la constitution française n'accorde aucune place aux langues dites minoritaires, pourtant c'est bien à l'initiative du Parti Socialiste que la constitution a été modifiée il y a quelques temps, afin de stipuler que «le français est la langue de la république». Et de nouveau depuis quelques semaines, les belles paroles et déclarations s'accroissent.

La lutte pour la charte est pleine d'enseignements, nous devons dorénavant ne plus compter sur la classe politique locale inféodée à Paris et aux logiques d'appareils, et nous ne devons plus rien attendre des institutions françaises.

Ce que nous devons obtenir en faisant pression sur la politique locale :

- La création d'une chaîne de télévision publique en langue bretonne.
- La création d'une chaîne de radio publique en langue bretonne.
- La généralisation de l'enseignement en langue bretonne dans chaque établissement scolaire de Bretagne (pays nantais inclus).
- La généralisation de la signalisation routière bilingue, voire unilingue.

- L'impulsion d'une politique volontariste en faveur de l'utilisation de la langue bretonne dans tous les aspects de la vie publique.

La constitution française, la république et les institutions européennes ne nous accordent aucun droit collectif en tant que peuple, et jamais ces institutions ne pourront garantir nos droits linguistiques et nationaux, c'est pourquoi le combat linguistique est indissociable du combat pour la construction d'un pouvoir politique breton.

Seule une assemblée bretonne autonome dotée de compétences culturelles, sociales, économiques, politiques et internationales sera à même de garantir nos droits en tant que peuple, elle constituera une première étape vers l'indépendance.

Emgann

Ar wezh-mañ eo sklaer ar jeu, diskouezet eo bet gant bro-Frans he fas lous, goude bloavezhioù leun a bromaesoù toull, a salamalekoù, a gomzoù flour, nac'h a ra peurwirekaat karta Europa ar yezhoù bihan. E-pad bloavezhioù hon dilennidi zo chomet hep ober kalz a dra evit hor yezh, dre ma oant o c'hortoz e vefe sinet ha peurwirieket ar garta. Lod eus oute a seblant bezañ sebezet peogwir n'hall ket bonreizh Frans degemer ar yezhoù bihan, koulskoude ez eo ar strollad sokialour an hini en deus chenchet bonreizh bro-c'hall evit ma vefe ar galleg yezh nemeti o republik, ur frapadig amzer zo. Hag abaoe un nebeut sizhunvezioù e klevet komzoù flour endro.

Kentelius-tre eo bet ar stourm evit ar garta, bremañ e ouzomp n'eus netra ken da c'hortoz a-berzh hon dilennidi, mevelion Pariz hag ar strolladoù politikel gall e gwirionez, n'eus tra ebet ken da c'hortoz kenebeut a-berzh an ensavadurioù gall.

Ar pezh a rankomp gounit a-berzh dilennidi ar vro :

- Ma vo krouet ur chadenn skinwel brezhoneg foran.
- Ma vo krouet an hevelep tra evit ar skingomz.
- Ma vo kelennet e brezhoneg e pep skol eus ar vro (e Liger-Atlantel ivez).
- Ma vo roet lañs d'ur bolitikerezh leun a youl evit ma vo ar brezhoneg implijet er vuhez publik.
- Ma vo muioc'h a banelloù divyezhek (pe unyezhek) war vord an hentoù.

Bonreizh Bro Frans, ar republik, ensavadurioù Europa, na anzavont gwir ebet deomp evel pobl ha biken ne vo difennet hon gwirioù demokratel ha broadel gante, setu ma rankomp liammañ ar stourm evit ar yezh gant ar stourm evit sevel ur galloud politikel e Breizh. Breudoù emren evit Breizh gouest d'ober war-dro hon aferioù armez, sevenadurel, sokial, politikel hag etrebroadel zo da vezañ gounezet, kement-se a vefe un araokadenn a-bouez war-zu Breizh dizalc'h.

Emgann

*Amis visiteurs,
la Bretagne,
c'est ça aussi !*

Manif d'ouvrières en Pays Bigouden



GOULENN EMEZELAN / DEMANDE D'ADHESION

Vous voulez participer à la lutte du peuple breton, adhérez à EMGANN !
Fellout a ra deoc'h kemer perzh e stourm hor pobl, deuit e-barzh EMGANN !

Anv / Nom Micher / Métier Age / Oad

Chomlec'h / Adresse Tél / Pellg

*A remplir à votre convenance / Respontit diouzh ho c'hoant
Da gas da / À envoyer à : EMGANN - BP 71 - 22202 Gwengamp Cedex*